

La députée LFI Sophia Chikirou défile avec des poutinistes

Le ministre Lecornu mobilise une armée d'imprimantes 3D



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



109^e ANNÉE - N° 5453 - mercredi 14 mai 2025 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 Dc - GB 2 £

Exaspéré par la commission d'enquête parlementaire Bayrou : "Bétharram, j'en ai ma claque !"

LA FIN DE VIE AU PARLEMENT



Le pape et ses multiples liaisons

« **L**E NOUVEAU pape, Léon XIV, serait cousin avec Edouard Philippe, le maire du Havre », s'enthousiasme « Paris Normandie » (9/5). « Il a un ancêtre guadeloupéen », s'enflamme Guadeloupe La 1ère (9/5). « L'arrière-arrière-grand-père du pape Léon XIV aurait des racines communes avec celles de l'abbé Prévost, prêtre montpelliérain engagé et figure de la Seconde Guerre mondiale », révèle « Midi libre » (10/5). « Le pape nouvellement élu [a] des origines haïtiennes », croit savoir « The Haitian Times » (10/5). « Les racines créoles du pape Léon XIV racontent l'histoire de La Nouvelle-Orléans », dévoile le « New York Times » (9/5). « Le

pape Léon XIV a de lointaines racines béarnaises », raconte « La République des Pyrénées » (9/5). « Robert Francis Prevost serait relié à... Catherine Deneuve », titre « 20 Minutes » (10/5). « La grand-mère du nouveau pape Léon XIV était « fille de pâtisseries » en Normandie », révèle « Ouest France » (9/5). « Le pape est péruvien », rappelle « Courrier international » (9/5), qui a lu la presse du Pérou, où le pape a été en poste pendant « près de quatre décennies ».

Avec tout ça, on en oublierait presque que ce Léon est un « Chicago pope » (« New York Post », 9/5). Ou, comme l'a titré « USA Today », le « first pontiff from US » !

Y. V.

L'Europe a bon ado!

« **D**ONNER aux parents plus de contrôle sur les téléchargements d'applications peut aider à assurer la sécurité des ados en ligne. » Dans les médias comme dans le métro parisien, Instagram est en croisade. C'est pourquoi le réseau social « demande une réglementation européenne exigeant la vérification de l'âge et un accord parental sur l'AppStore, où les ados téléchargent les applications ». L'entreprise américaine n'a-t-elle pas les moyens de protéger elle-même les mineurs de sa plateforme, voire de les en bannir ?

Meta, la pauvre maison mère aux 164,5 milliards de dollars (148,08 milliards d'euros) de chiffre d'affaires en 2024, tente de se refaire une virginité. Depuis octobre 2023, elle est visée par une plainte déposée par plus de 40 Etats américains qui l'accusent de nuire à la « santé morale et physique de la jeunesse ». En France, elle fait notamment l'objet d'une plainte pour « non-assistance à personne en péril »



ASSURONS NOS ARRIÈRES

EST-CE QU'ON PEUT MENTIR SANS SERMENT, SI ON SE CONFESSE APRÈS ?



ISTANBUL DE CRISTAL

« **R**ENDEZ-VOUS à Istanbul ». On dirait le titre d'une vieille série B. Le film est pourtant d'actualité, car le rendez-vous en question est bien prévu ce jeudi en Turquie. Reste à savoir si Poutine, à l'origine de l'idée, qu'il a lancée en l'air en espérant qu'elle retomberait et lui permettrait, une nouvelle fois, de gagner du temps, sera présent.

Car, apparemment, son plan n'a pas fonctionné comme il l'escomptait. Son ennemi Zelensky a été plus que prompt à saisir au vol sa proposition de rencontre stambouliote pour des « négociations directes » et « sans conditions ». Ces conditions n'étant pas, bien sûr, celles que l'autocrate russe impose régulièrement, chaque fois qu'il est question de mener des négociations de cessez-le-feu ou de sortie de sa guerre en Ukraine, que, depuis trois meurtrières années, il n'en finit pas de faire durer.

Il s'agissait pour Poutine, le week-end dernier, des conditions du cessez-le-feu « complet et sans conditions » réclamé pour cette semaine par Zelensky et ses alliés européens. Un ultimatum qu'il entendait retourner à son avantage en répondant *niel*, mais en lançant sa proposition de négociation directe, dont il imaginait que Zelensky la refuserait. C'est raté, mais il convient pourtant de ne pas trop s'emballer.

Peu de chances que la paix, ou même un vrai cessez-le-feu, soit signée ce jeudi à Istanbul, au cas où Poutine serait au rendez-vous, mais la situation a tout de même quelques raisons objectives de sembler progresser. Au-delà de la vivacité tactique de Zelensky pour s'emparer de ce rendez-vous

à Istanbul et dire : « J'attendrai Poutine en Turquie » en espérant que, « cette fois, les Russes ne chercheront pas d'excuses », ce face-à-face direct, s'il a lieu, n'est évidemment pas étranger au jeu diplomatique du week-end.

Certes, le « cessez-le-feu de trente jours inconditionnel » réclamé à Poutine (lire p. 2) par Macron et ses alliés allemands et anglais à l'issue de leur voyage en train mais sans rail de coke pour Kiev, et bien sûr par Zelensky, n'a pas été accepté par l'intéressé. Mais Trump (lire également p. 2), qui semble commencer à se lasser sérieusement du jeu dilatoire de Poutine, s'est rapproché de leurs positions sur un sévère durcissement des sanctions économiques envers la Russie, si le Kremlin s'entêterait à refuser un cessez-le-feu.

Quatre dirigeants européens plus Trump, qui, faute d'avoir réglé le problème en 24 heures, comme il s'était targué de le faire, trouve que le mauvais film russe commence à tirer en longueur et fait part de son

agacement, cela peut sembler susceptible de ramener Poutine au pragmatisme, sinon à de meilleurs sentiments.

Tous veulent le croire. Erdogan, qui n'est pas l'ennemi de Poutine, et que cela arrangerait évidemment d'apparaître en médiateur, y croirait volontiers aussi. Le problème est que le dictateur russe, en dépit de tous ces mouvements en direction de la sortie de l'interminable conflit qu'il a déclenché, semble persister à croire que, sur le terrain, le temps joue en sa faveur. Et donc par tous les moyens continuer à vouloir en gagner. Y compris en faisant mine d'accepter la négociation pour la faire traîner et, au bout du compte, accuser son adversaire de l'avoir fait échouer. « Une semaine importante s'annonce », a lancé Trump, perspicace, à propos de ce rendez-vous d'Istanbul. Effectivement, dès ce jeudi, succès mitigé ou mauvaise série B, nous aurons sur cette coproduction internationale plus qu'une petite idée.

Erik Emptaz



"Bibi" à toute blinde, les yeux bandés

« **Q**UI L'EÛT CRU ? Il y a de l'eau dans le gaz entre Trump et Netanyahu. On croyait leur alliance indéfectible, mais la folie du dirigeant israélien aura eu raison de l'extrême bienveillance de la Maison-Blanche. L'offensive israélienne à Gaza, unanimement condamnée, gêne la diplomatie américaine dans la région. »

Premier et spectaculaire revers pour « Bibi » : il n'y a pas eu d'opération militaire contre le programme nucléaire iranien, mais de « simples » négociations directes entre les USA et l'Iran, auxquelles Israël n'a pas été associé. Selon le « Washington Post », le départ du conseiller à la sécurité nationale Mike Waltz aurait été décidé après des conversations secrètes menées directement avec Netanyahu pour préparer les frappes en Iran. Trump ne supporte plus que son allié lui torde le bras et le mette devant le fait accompli.

Ce revers sera suivi d'autres. Comment, avec un tel blocus humanitaire, espérer que l'Arabie saoudite reconnaisse l'Etat d'Israël ? Quand Emmanuel Macron a émis l'idée d'une reconnaissance d'un Etat palestinien, qui se ferait parallèlement à celle d'Israël par des Etats de la région, la réponse officieuse est venue, non démentie au plus haut niveau : dans ce cas, Israël annexerait les colonies de Cisjordanie.

Bref, Israël risque de perdre le soutien français, mais aussi celui de la Grande-Bretagne et du Canada, qui soutiennent Paris.

Le soutien quasi sans faille de la diaspora appartient au passé. Qui donc parle des « répugnants fanatiques qui mènent Israël à sa perte » ? Alain Finkelkraut. La rabbin Delphine Horviller a dénoncé, dans une tribune publiée le 8 mai, la « déroute politique » et la « faillite morale » de l'Etat hébreu. La journaliste Anne Sinclair évoque des actions militaires « indéfendables ». Le réalisateur Michel Hazanavicius s'en prend à Netanyahu et à ses ministres, qui « attaquent la démocratie israélienne et son Etat de droit ».

Comme toujours, il y a ceux qui en profitent pour régler leurs comptes, comme l'eurodéputée Rima Hassan, qui accuse Horviller de « se racheter une conscience ». Mme Hassan, elle, n'a jamais eu un mot sur Bachar el-Assad. Mais qui s'en souvient ?

A.-S. M.

LE PAPE NOUVEAU EST ARRIVÉ



Darmanin étrille puis copie Taubira

« **C**A NE POUVAIT PAS attendre lundi ! Dimanche 11 mai, tout feu, tout flamme, Gérard Darmanin a envoyé aux magistrats un courrier énumérant des mesures que la justice devrait mettre en place presto. Il le jure, ce n'est ni « un grand plan » ni « une énorme grande réforme » du secteur (ouf !) mais « du bon sens ».

Aussi le ministre entend-il supprimer l'« éventail de plus de 200 peines » du Code pénal pour n'en retenir que quatre : « peine d'emprisonnement (sans sursis), peine de probation, jour-amende et amendes, peine d'interdiction ou d'obligation ». Des magistrats ont aussitôt pouffé. La « peine de probation » viendrait ainsi regrouper toutes les alternatives à la prison, comme le travail d'intérêt général ou le bracelet électronique.

Cela ressemble beaucoup à ce que Christiane Taubira, mi-

nistre de la Justice de Hollande, avait mis en place en 2014 sous le nom de « contrainte pénale ». Cette peine n'avait jamais pris, en raison de la lourdeur du dispositif. En 2016, les juges l'avaient prononcée 2287 fois, alors que la Place Vendôme tablait sur 8000 à 10000 par an. En mars 2020, elle a carrément disparu.

Un député UMP d'alors, Darmanin Gérard, avait canonné la proposition dans un billet de blog daté du 30 août 2013 : « En sauvegardant la désastreuse proposition de Mme Taubira qu'est la généralisation de la peine de probation, le gouvernement socialiste se rend coupable de la prochaine explosion de la délinquance dont les Français seront les victimes. »

Et, pour les copieurs, que prévoit-il comme peine ?

M. B. et J. C.

Les dossiers du Canard enchaîné

EN SUPPLÉMENT "C'EST DE LA BOMBE !"

L'assiette au leurre

Les pièges de la vraie-fausse bonne bouffe

7 €. En kiosques et sur « boutique.lecanardenchaîne.fr »

A.-S. M.

LR: le syndrome de la "bête blessée"

S I FRANÇOIS BAYROU a annulé, le 13 mai, le traditionnel petit déjeuner du « socle commun », ce n'est pas seulement parce qu'il voulait préparer son audition du lendemain devant la commission d'enquête sur les violences en milieu scolaire (lire plus bas). C'est aussi parce qu'il redoutait une autre forme d'agressivité : celle d'un Laurent Wauquiez toujours prompt à faire un coup d'éclat. Un risque d'autant plus élevé qu'on était à quatre jours du scrutin pour la présidence de LR. Et que l'affaire semblait pliée. « Ça va le faire, et sans doute nettement », fanfaronnait le 11 mai un grand élu francilien proche de Retailleau, qui espère un score de « 60/40 ».



La victoire de Retailleau

Sans attendre l'élection à la présidence de LR, le ministre de l'Intérieur a remporté une première (?) victoire dans la bataille qui l'opposait cette fois à l'Élysée pour la nomination d'un nouveau secrétaire général Place Beauvau. Matignon étant hors jeu.

Pour ce poste sensible qui supervise l'organisation du ministère et la nomination des préfets, l'Élysée poussait l'actuel directeur général des étrangers en France, le préfet Eric Jalon, un ancien conseiller d'Edouard Philippe à Matignon, qui avait envie de changer d'air. Bruno Retailleau avait, quant à lui, jeté son dévolu sur Hugues Moutouh, dont les méthodes musclées ont assuré sa réputation et que Christian Estrosi voulait voir déguerpir de la préfecture des Alpes-Maritimes. Et c'est Moutouh qui a été nommé.

Pour le rapprochement avec le maire du Havre, dont rêvent tout haut les amis d'Edouard Philippe, il faudra patienter...

Rangez les mouchoirs !

A bord du train pour Kiev, Emmanuel Macron n'a pas posé un sachet de cocaïne sur la table de réunion mais... un mouchoir usagé. La sphère complotiste et prorusse a tellement relayé la nouvelle que le Monsieur Réseaux sociaux du Président, Jean-Philippe Para, a dû publier un démenti sur X : « Ceci est un mouchoir pour se moucher. » Quel métier !

Tout est la faute du Premier ministre britannique, qui est arrivé en retard dans le wagon présidentiel. Le « pool images »



ne devait y pénétrer qu'une fois les deux dirigeants (allemand et anglais) attablés avec Macron. Et non avant la venue de Keir Starmer. De petites minutes qui ont fait la différence côté rangement... et qui ont agacé Macron. « Ça ne va pas marcher, votre affaire ! Comment le Premier

Ce louveteau de "La Meute" aux trousses de Bayrou

S I L'N'EN EST évidemment pas le héros – ce serait un crime de lèse-Mélénchon –, le député LFI Paul Vannier figure en bonne place dans la galerie de portraits que dessinent les journalistes Olivier Pérou et Charlotte Belach dans « La Meute » (Flammarion). Le corapporteur de la commission d'enquête sur les violences scolaires, qui doit auditionner François Bayrou ce 14 mai, est le « prototype du militant appliqué, carré, dévoué, cruel si nécessaire », écrivent les auteurs. « A gauche, précisent-ils, le député s'est forgé une petite légende : celle du méchant, féroce, austère, comme peuvent l'être les Insoumis. »

Vannier a une excuse : « Lui aussi a failli être purgé. » Comme, d'ailleurs, celui dont il fut un temps le rival pour la chefferie de LFI, Manuel Bompard. Et pourquoi ? Parce que.

Mais la question, résume un hiérarque centriste, « ce n'est pas le résultat, c'est la suite et la réaction de bête blessée que pourrait avoir Wauquiez. Il ne va pas s'incliner comme ça et rester tranquille pendant deux ans ». En attendant, le député de la Haute-Loire a mis le turbo dans la dernière ligne droite, multipliant les annonces à sensation, comme sur le RSA, mais aussi les ceillades en direction de Sarah Knafo dans le registre « union des droites », ce qui a agacé au sein du parti. Confidences d'un proche du député Wauquiez : « Laurent joue le tout pour le tout pour rattraper son retard, tout en préemptant le sujet des alliances, qui se posera tôt ou tard à LR. S'il doit perdre, son objectif est de limiter l'écart en obtenant un score respectable. Sinon, sa situation deviendra délicate au sein du groupe parlementaire... »

Autre risque, assez ténu, pour la fragile coalition gouvernementale : celui d'un départ de Bruno Retailleau après son éventuelle victoire. Une hypothèse qui laisse Bayrou de marbre. « Il ne peut pas partir, il n'a pas de résultat, dit-on à Matignon. Quand tu es ministre de l'Intérieur et que tu veux te présenter à la présidentielle, tu n'abandonnes pas ton ministère tant que tu n'as pas de résultats. » Autant dire que Bayrou lui-même n'est pas près d'abandonner Matignon...

ministre britannique va-t-il pouvoir passer ? » a-t-il lancé aux journalistes.

Starmer a dû se faufiler au milieu d'eux et essuyer cette interpellation du chancelier allemand : « Tu es passé devant ma salle de bains ? » Pourquoi, il est aussi musclé que Tibo InShape ?

Coup de fil matinal

Après sa rencontre au sommet, le 10 mai à Kiev, avec Zelensky et ses homologues allemand, britannique et polonais, Macron appelle Trump au déboîté vers 13 heures, heure locale (6 heures du matin à Washington).

Il veut l'informer de la teneur des discussions. « Ça y est, lui dit-il, les Européens sont tous soudés sur ta proposition de cessez-le-feu inconditionnel de trente jours. » Réponse de Trump : « You are the greatest » (« Tu es le meilleur »). Réplique de Macron : « Dans deux minutes, je t'appelle avec les quatre autres. »

Manu tenait vraiment à empêcher Donald de dormir ou quoi ?

En tête de Turc

C'est à bord du train retour, à son réveil, qu'Emmanuel Macron a découvert la proposition de Vladimir Poutine : « des négociations directes avec Kiev à Istanbul le 15 mai ». A peine descendu, à 5 h 30 du matin, sur le quai de la gare de Przemysł, en Pologne, le président français estimait que le Russe cherchait ainsi à « gagner du temps » et à maintenir « une ambiguïté à l'égard des Américains ».

Quant au choix d'Istanbul, « je pense que ce n'est pas acceptable pour les Ukrainiens », lâchait-il, parce qu'« Istanbul a déjà accueilli des négociations au début de la guerre, [qu']elles n'ont rien donné et [que], juste après, on a découvert les massacres de Boutcha ».

Pas de bol, Zelensky annonçait quelques heures plus tard qu'il irait attendre Poutine sur les rives du Bosphore.

Un Caillou dans la godasse de Valls

Entre Macron et Valls, il y a de la friture sur la ligne. Les deux hommes se sont écharpés au téléphone, il y a quelques jours, au sujet de la Nouvelle-Calédonie. Au cours de son troisième déplacement en trois mois sur le Caillou, un an après les émeutes de mai 2024, le ministre d'Etat a proposé aux parties prenantes un

« Personne n'a jamais vraiment compris ce que Mélénchon lui reprochait. » Cela relevait peut-être du « rituel initiatique » établi par le gourou : il faut en passer par la disgrâce. Une période, entre 2015 et 2020, que le jeune Vannier a mal vécue.



« Je n'ai jamais entendu quelqu'un dire plus de mal de Jean-Luc Mélénchon », rapporte François Coq, un vrai « purgé », celui-là, qui fut un temps le mentor de Vannier, avant que celui-ci le renie.

projet d'accord destiné à favoriser l'« autonomisation » de l'archipel grâce à un transfert de compétences régaliennes.

Cette proposition, qui se voulait un « compromis », a déplu tant aux Kanaks qu'aux Caldoches, les uns et les autres s'estimant « trahis » par Valls. Macron reproche à ce dernier d'avoir marché sur ses plates-bandes en proposant au territoire de se doter de sa monnaie, d'administrer sa justice et sa défense, de mettre en place sa propre politique étrangère. « Valls cherche à apparaître comme l'héritier de Rocard, raille un proche du chef de l'Etat. Mais le costume est trop grand pour lui. »

Parce que, celui de Macron, c'est du sur-mesure ?

Une histoire à pisser dehors

L I faisait chaud, dimanche, à Boulogne-Billancourt, et particulièrement dans le gymnase de la Biodiversité, où Bruno Retailleau tenait meeting. Heureusement, les



Un dîner qui ne passe pas

Le dîner « secret » entre Sébastien Lecornu, Marine Le Pen et Jordan Bardella (24/4) au ministère de la Défense, raconté par « Le Canard » (30/4), a suscité l'ire des députés Ensemble pour la République (EPR). Ces méditants y ont vu une manœuvre en coulisses de Lecornu. Considérant que les jours de Bayrou sont comptés à Matignon et qu'il est le mieux placé pour le remplacer, le ministre préparerait le terrain pour obtenir la bienveillance du groupe RN.

Extraits de la boucle Telegram des députés EPR : « c'est le monde à l'envers », « c'est de l'arrivisme », ou encore « on a tellement bien combattu [le RN] pendant 30 ans qu'il est devenu le premier parti de France ».

Mais, un bon repas, on n'avait jamais essayé !

Car le futur député est curieusement revenu en grâce auprès du grand chef. Certains le soupçonnent d'avoir été « une taupe », d'autres d'avoir « tout balancé » pour se réhabiliter. « Ça plaît beaucoup à Mélénchon, ça », témoigne le député ex-LFI Alexis Corbière. Comme si on n'avait pas le droit d'aller à la pêche aux infos...

Toujours est-il que « ce vrai dur, sur le fond et sur la forme » (dixit le socialiste Pierre Jouvét), assume cet aspect convivial de son personnage. « Je ne suis pas là pour être sympa, a-t-il dit aux auteurs. Je suis là pour être efficace. C'est vrai que je ne suis pas du genre à arrondir les angles. Je vais au bout de ce que je pense devoir être fait. » « Si vous êtes dans le collimateur de Vannier, c'est terminé », avertit Julien Poix, un ancien militant LFI. Voilà Bayrou prévenu.

BAYROU ENTENDU SUR L'AFFAIRE BÉTHARRAM



La colère d'un député RN

Jean-Philippe Tanguy n'a pas du tout aimé la « Mare » (7/5) qui rapportait son idée d'« appliquer le principe de précaution présidentielle », à savoir prévoir 500 parrainages en faveur de Marine Le Pen et, au cas où, 500 parrainages pour Jordan Bardella. Le député de la Somme nie, en des termes assez peu amènes, avoir tenu ces propos, ce qui est fort imprudent de sa part puisqu'ils ont été prononcés devant plusieurs journalistes courant avril, quelques jours après la condamnation de sa présidente.

L'élu s'énervait du fait que « Le Canard » ait écrit que le RN ne disposait plus que de 800 conseillers depuis les dernières municipales. Sur ce point, il a raison,



puisque seuls les maires peuvent apporter leur parrainage à un candidat à l'élection présidentielle. On notera au passage que cela rend la tâche du RN encore plus difficile s'il veut trouver 1 000 parrains pour 2027...

organisateur avait tout prévu et disposé des dizaines de gobelets d'eau aux entrées et sorties. Tout prévu, sauf... l'emplacement des toilettes, rendus difficiles d'accès par l'installation de chaises et l'afflux de militants. A tel point que, sentant monter la tension, surtout chez les hommes, les organisateurs ont lâché les vannes : « Vous pouvez aller dehors, autour du bâtiment. Aujourd'hui, c'est permis ! » Si le laxisme gagne même le ministre de l'Intérieur...

En fait, la colère de Tanguy puise sa source ailleurs. Qu'il ose envisager tout haut une candidature Bardella à la présidentielle, sujet tabou au RN, voilà qui met le jeune député dans une situation très délicate vis-à-vis de celle qui reste sa patronne.

Tanguy redouterait-il d'être chassé de la maison ?

Menace de crash au PS

Eurêka ! « Je crois qu'on a peut-être trouvé le moyen de sortir Olivier Faure », se réjouit François Hollande devant des

visiteurs à l'approche du congrès du Parti socialiste. Même si, ajoute-t-il prudemment, « ce n'est pas fait ».

Le premier secrétaire du PS, qui exige depuis son élection, en 2018, un inventaire du quinquennat de Hollande, pourrait bien voir cet argument revenir comme un boomerang. « On a obtenu 1,7 % à la dernière présidentielle, et on a gardé ça comme un secret de famille. On n'a jamais passé ne serait-ce qu'une heure à en discuter ! s'indigne un proche de Boris Vallaud, chef de file des députés socialistes et candidat à la présidence du parti. Quand il y a un crash aérien, on regarde quand même la boîte noire. On ne reprend pas le même équipage, le même steward et le même pilote ! »

Surtout qu'il y a généralement peu de survivants.

Les combats d'Aymeric Caron

Le député apparenté LFI Aymeric Caron est un partisan convaincu du projet de loi sur l'aide à mourir, qui est arrivé en discussion dans l'hémicycle le 12 mai. Il a même déposé et fait adopter en commission plusieurs amendements, dont l'un vise à permettre de choisir entre l'auto-administration d'un produit létal et son administration par un soignant.

Au même moment, le 17 avril, le même Aymeric Caron déposait une proposition de loi visant à interdire les euthanasies dites « de convenance »... des chiens et des chats dans les fourrières et les refuges. Une coïncidence qui a pour le moins surpris nombre de ses collègues.

Si on ne peut plus légiférer tranquillement...

Trop bio pour être vrai

Des propositions visant à simplifier la politique agricole commune (PAC) devaient être débattues par le collège des commissaires européens le 14 mai. Parmi elles, des ajustements liés aux bonnes conditions agricoles et environnementales qui permettraient de réduire encore l'espace consacré aux prairies permanentes. Ces terrains non travaillés permettent pourtant le stockage de carbone dans les sols.

Est également proposée une diminution du nombre de contrôles annuels des agriculteurs. Commentaire du député européen (Renaissance) Pascal Canfin : « Si cela est confirmé, la déconnexion entre la PAC et les législations environnementales et climatiques envisagées par la Commission est incompréhensible. »

A ce rythme-là, même les tracteurs vont demander l'asile climatique !

Une Insoumise chez les poutinistes

COMME chaque année, des associations pro-russes, et surtout pro-Poutine, avaient appelé, le 8 mai, à la « marche du régiment immortel », le régiment préféré de Poutine, à Paris et dans plusieurs villes de France. Il s'agissait officiellement de commémorer la victoire sur le nazisme, de soutenir la guerre de Poutine en Ukraine. « Aujourd'hui, pouvait-on lire dans le communiqué de plusieurs des associations en question, l'Europe est en guerre à nouveau, et des fascistes à l'ancienne, comme ceux promus par l'Otan, sont présents sur notre sol. » Texto.

Dans la marche parisienne, qui a rejoint le cimetière du Père-Lachaise, une seule élue était présente : la députée LFI et compagne de Mélénchon, Sophia Chikirou, ceinte de son écharpe tricolore. Des militants pro-Poutine entonnaient, dans le cortège, l'hymne national russe et portaient à la boutonnière le ruban de Saint-Georges,

celui-là même qu'arboreraient Poutine et ses invités de marque le lendemain sur la place Rouge.

Arrivée au Père-Lachaise, Chikirou s'est fendue d'un petit discours. Elle y a repris les thèses de Poutine en qualifiant de « provocation » le projet d'intégration de l'Ukraine à l'Otan et à la communauté européenne.

Cerise sur le goulasch, l'une des principales organisations de cette sympathique sauterie n'était autre que Solidarité et Progrès, créé et dirigé par le complotiste et éternel candidat à l'élection présidentielle Jacques Cheminade.

Pas de quoi gêner Chikirou, qui explique ainsi au « Canard » sa présence au Père-Lachaise : « J'y étais à l'invitation du mouvement pour la paix, c'était dans ma circonscription, et nous avons rendu hommage aux combattants contre les nazis. »

Ceux de Berlin en 1945 ou, comme dirait Poutine, ceux de Kiev en 2025 ?

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

minimares

● **Ce titre** du « Parisien » (12/5), au sujet de l'émission spéciale sur TF1 : « Macron tente un comeback ». On en est à combien de tentatives de retour ?

● **Ce récit**, dans « La Tribune Dimanche » (11/5), d'un dîner, le 5 septembre dernier, entre Macron et les ministres sortants du gouvernement Attal. Le chef de l'Etat raconte sa visite officielle en Serbie et comment le président Vucic l'a fait boire au cours d'un repas. Pique de l'ex-ministre Marie Guévenoux : « C'est à ce moment-là que vous avez décidé de nommer Thierry Beaudet à Matignon ? » Personne n'a osé demander à Macron si on l'avait fait picoler avant d'annoncer la dissolution.

● **François Bayrou** est tombé, fin avril, au niveau de popularité le plus faible jamais enregistré pour un Premier ministre depuis Raymond Barre, avec 14 % des Français lui faisant confiance (– 11 points en quatre mois), selon un sondage Verian pour « Le Figaro Magazine ». On est plus proche de la colline de Montmartre que de l'Himalaya.

● **Devenez réserviste**, et votre carrière vous remerciera, vante Laurent Marcangeli, le ministre de la Fonction publique, dans les colonnes du « Figaro » (6/5) : « Un engagement durable comme réserviste constitue un marqueur positif dans le cadre des lignes directrices de promotion. » Pour comprendre cette phrase, il faut déjà s'armer... de patience.

● **Patrick Mignola**, le ministre des relations avec le Parlement, a écrit à ses collègues « afin de rappeler l'importance » de répondre aux questions écrites des députés (« Challenges », 7/5). Moins d'un quart des questions déposées depuis juillet 2024 ont reçu une réponse. Les ministres prennent le temps de la réflexion...

● **Plaisir coupable** de Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur et candidat à la présidence de LR (« Le Point », 8/5) : « Abba, j'adore. Je connais presque tous les titres ! » Surtout « The Winner Takes It All » (« Le gagnant remporte tout ») ?

● **De Laurent Wauquiez**, chef de file des députés Droite républicaine et adversaire de Retailleau à la présidence de LR (« Le Point », 8/5) : [Michel Houellebecq] est un immense auteur pour lequel j'ai affection et admiration. » Et quelques additions.

● **Laure-Agnès Caradec**, présidente de la fédération LR des Bouches-du-Rhône, est fort aise de la bataille Wauquiez-Retailleau pour la présidence du parti, qui ramène les adhérents au bercail (« La Provence », 11/5) : « On a deux très bons candidats. J'espère qu'ils collaboreront en vue des prochaines échéances. » On peut toujours rêver !

● **Olivier Marleix**, député Droite républicaine (« Le Parisien », 9/5), déplore la « désorganisation des séances » et le « foutoir » à l'Assemblée nationale. Vite, Retailleau au Perchoir !

● **La justice** a tranché, le 2 mai, en faveur d'Alexis Kohler, ex-secrétaire général de l'Elysée, qui avait refusé de comparaître devant la commission d'enquête sur le dérapage des finances publiques. Elle a débouté son président, l'Insoumis Eric Coquerel, donnant raison à Kohler, qui invoquait la séparation des pouvoirs. Mauvaise semaine pour LFI...

● **Jean-Christophe Cambadélis**, ex-premier secrétaire du PS, ironise (« Challenges », 7/5) : « C'est l'impossible primaire. Ils savent tous qu'elle n'a aucune chance de voir le jour mais la réclament quand même pour rejeter sur les autres la responsabilité de la division. » Rien de neuf sous le soleil des gauches.

● **Cyril Hanouna** lance Chapchak, une agence de communication, histoire d'exister dans le débat politique (« Le Figaro », 12/5) : « Les Français se reconnaissent dans mes interventions et se disent que peut-être je peux faire passer des messages au sommet de l'Etat. Je vois simplement que beaucoup d'entre eux sont malheureux. » A toute chose...

● **Passionnante interview** de l'historien Pierre Michon (« Sud Ouest », 11/5) : « Clivante, la tête de veau n'est ni de gauche ni de droite. » On attend l'analyse sur les pieds de cochon.

● **Au concours** « Ma binette partout », un duel (pas un duo) entre Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau dans leur propagande de campagne pour l'élection, ce week-end, à la présidence des Rep : 8 pages et 18 photos de sa trombine pour le premier, 2 pages et 6 photos pour le second. Sur le papier (glacé), victoire du Puy-en-Velay sur la Vendée. La suite le 17 mai !

MACRON DE RETOUR À LA TÉLÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA DISSOLUTION



Le CAC 40 au son du canon

« **L** A DÉFENSE, le secteur le plus porteur à moyen terme », tel est le conseil donné dans son dernier numéro par l'hebdomadaire financier « Investir » (10/5) à ses lecteurs boursicoteurs. Et les chiffres les plus récents lui donnent raison.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les 40 actions qui constituent l'indice de référence de la Bourse de Paris ont vu leur valeur progresser de 4,9 %. Durant la même période, Thales, qui fabrique essentiellement des systèmes électroniques destinés aux industriels de la défense, a vu le prix de son action flamber, littéralement : plus 77,6 % ! Un record que la maison Dassault, pourtant portée par le succès du Rafale à l'exportation, n'a pas battu : son action a progressé de seulement 54,5 % au cours des 52 dernières semaines !

Alors que l'économie hexagonale se traîne lamentablement avec des taux de croissance de 1 %, son industrie militaire prospère comme jamais. La France est devenue le deuxième pays exportateur d'armes au cours de la période 2020-2024, avec une part de 9,6 %. Certes loin derrière les USA, qui assurent 43 % des ventes d'armes dans le monde, mais loin devant la Russie et la Chine. Un résul-

tat obtenu grâce à une belle progression (11 %) du chiffre d'affaires des industriels français depuis 2020. Précision instructive : plus du quart des ventes étaient destinées à l'armée indienne, qui vient d'utiliser les missiles et les avions achetés à Paris contre son ennemi pakistanais. Et ça devrait continuer si ce dernier détruit d'autres Rafale.

N'arrête pas ton char

Tous les analystes de marchés d'actions en sont d'accord : cette hausse est loin d'être terminée. Trump a déjà annoncé que le budget de la défense américaine allait croître de 13 % en 2026. Les principaux pays européens se sont engagés à augmenter d'au moins un demi-point de leur PIB leurs dépenses militaires pour faire face au désengagement annoncé des États-Unis en Europe.

Grâce à la guerre en Ukraine, l'Allemagne est devenue le plus important producteur d'obus en Occident et multiplie les alliances avec des industriels européens pour se renforcer dans la fabrication des blindés légers et des chars. Un domaine dont les Allemands ont toujours été, il faut le reconnaître, les meilleurs spécialistes...

Lecornu a un plan pour que les militaires fassent bonne impression

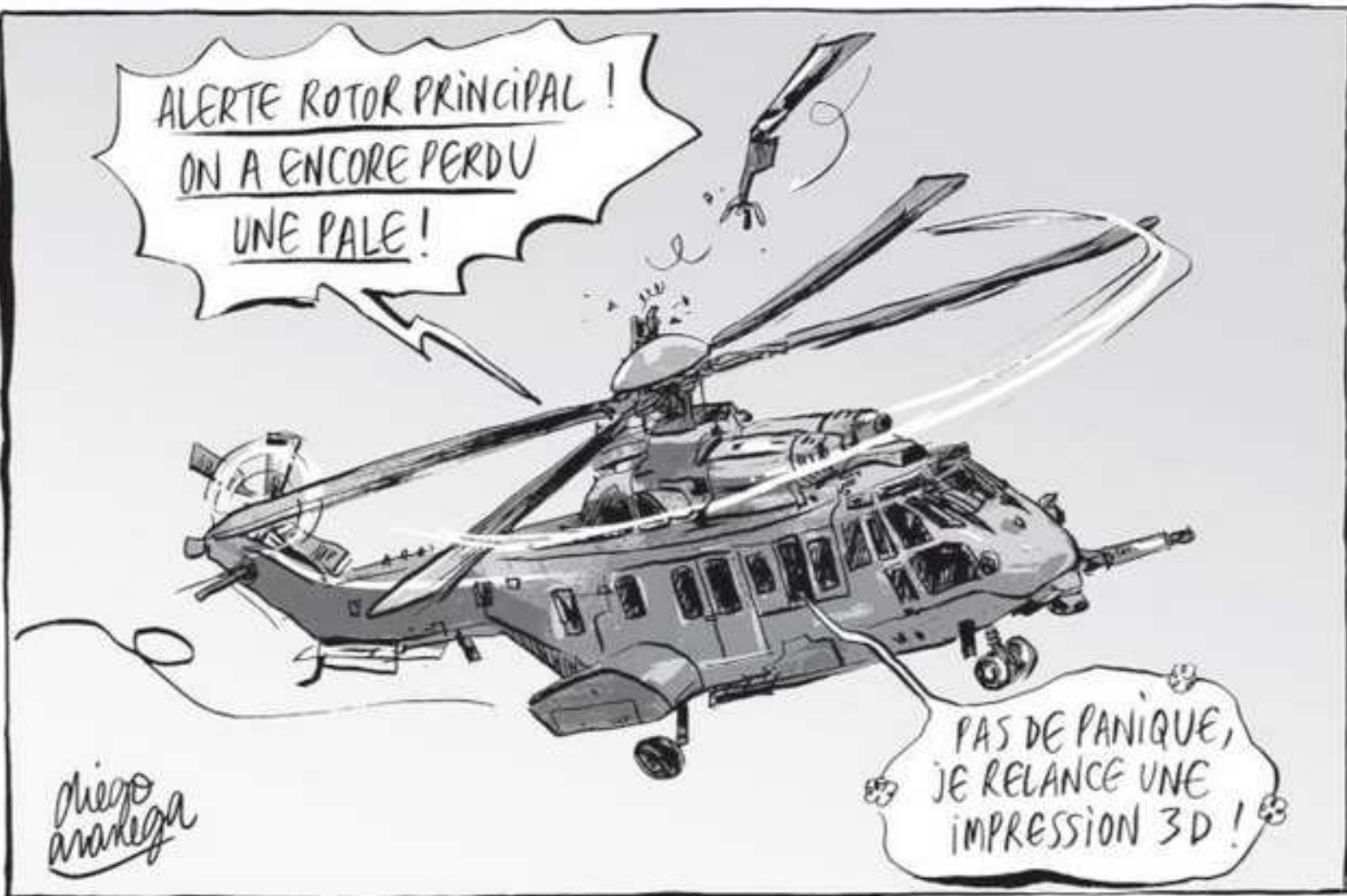
Le ministre des Armées a ordonné le recensement des imprimantes 3D capables de fabriquer drones et pièces de rechange. Objectif : mobiliser des bataillons de copieurs en cas de conflit.

DES CHARS LECLERC, des canons Caesar et... des imprimantes 3D. Tandis que les autorités allemandes recensent leurs bunkers pour se mettre à l'abri en cas d'attaque russe, notre ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a donné l'ordre de dénombrier tous les photocopieurs 3D du pays. Objectif : pouvoir réquisitionner, en cas de conflit, des machines capables de produire rapidement les pièces de rechange de la quincaillerie militaire. D'après les informations du « Canard », cette surprenante mission incombe à la Direction générale de l'armement (DGA). Le nombre exact de bestioles répertoriées dans l'Hexagone est, bien sûr, estampillé « secret-défense ».

Tirés à part

Entre 15 000 et 25 000 machines seraient, au dire des experts, déjà identifiées par les radars de la DGA. Lecornu va enfin pouvoir claiçonner que la France est entrée en économie de guerre ! Sans attendre le recensement tridimensionnel, l'armée de terre s'est équipée d'ateliers d'impression 3D « projetables », pour réparer ses engins en opération (« opex360.com », 29/6/24). Les biffins alignent plus de 200 photocopieurs 3D, dont une demi-douzaine de modèles industriels. Depuis un an, deux versions XXL carburent en Roumanie, où la France a expédié 1 400 bidasses dans le cadre d'une opération de l'Otan censée faire peur à Poutine. Les engins, qui ont la taille de gros réfrigérateurs à double porte, sont encapsulés dans des conteneurs climatisés. Une véritable usine sur pattes !

« Depuis juillet, des milliers de pièces détachées ont pu être copiées sur place. C'est un gain précieux de temps et d'argent. Plus besoin d'attendre douze semaines pour se faire livrer quelque chose que l'on peut fabriquer en quatre heures », détaille Alexandre Pédemonte, fondateur de Vistory, une start-up française spécialisée dans l'impression sécurisée à distance. Une autre unité mobile de façonnage à la demande a été



déployée par les Français en Estonie. L'enjeu n'est pas mince : une simple pièce manquante peut mettre un blindé ou un canon hors service. Voilà pourquoi la marine s'y est mise aussi. Une vingtaine de navires, dont le porte-avions « Charles-de-Gaulle », ne larguent plus les amarres sans leurs imprimantes 3D étanches. « En pleine mer, à des centaines de kilomètres du premier port, il est utile de pouvoir ressusciter à bord un composant qui vient de casser », explique un gradé. Ses camarades

sous-marins n'ont, en revanche, pas le droit de jouer les imprimeurs. La fabrication en 3D dégage des fumées incompatibles avec l'air recyclé des sous-marins. 20 000 lieues sous les miasmes...

La « machine à répliquer les objets grâce à une pâte magique », telle qu'imaginée dans le dessin animé « Tintin et le Lac aux requins », n'en finit pas d'émerveiller les militaires. D'autant que – cocorico ! – le procédé a été inventé par trois Français en 1984. Dans un marché mondial

évalué, cette année, à 29 milliards de dollars (un chiffre qui devrait être multiplié par quatre d'ici à dix ans), le ministère des Armées entend conserver à tout prix « une capacité d'impression 3D souveraine ».

Kamikazes départ

En Ukraine, les Français ont un temps caressé l'idée d'imprimer en 3D, près de la ligne de front, les pièces de rechange des vieux véhicules de l'avant blindé (VAB) fourgués par Macron à Zelensky. Les 460 VAB, qui affichent quarante ans de moyenne d'âge, devant sans cesse être rafistolés, la manufacture en 3D aurait été idéale. Mais les contrats, pourtant signés, n'ont jamais été honorés : Arquus, le fabricant des VAB, redoutait que les Ukrainiens en profitent pour imprimer du matériel concurrent. La guerre des 3D aura bien lieu...

Les fameux drones kamikazes, qui ont permis aux Ukrainiens de contrer les chars russes, doivent aussi en grande partie leur succès à la 3D. Les premières flottilles, constituées de drones civils, ont été bricolées pour emporter des charges explosives grâce à des ailerons imprimés. Désormais, les versions militaires sont directement conçues en 3D.

Prochaine étape : imprime ton fantassin en 3D et arrête ton char ?

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

FIN DE VIE : DES GARDE-FOUS STRICTS



France Inter au taube niveau

LA RADIO PUBLIQUE compte-t-elle dans ses murs un agent dormant Insoumis ? La question taraude la rédaction de France Inter depuis que le PDF du livre « La Meute » (Flammarion), signé des journalistes Charlotte Belaïch et Olivier Pérou (lire p. 2), s'est retrouvé, avant parution, entre les mains de l'état-major de LFI, miraculeusement transmis par un membre de l'équipe de la station. Comme c'est charitable...

La radio des bons tuyaux

Avec « Marianne » et « L'Humanité », Inter avait l'exclusivité du bouquin, publié le 7 mai. Confidentiel, le fichier numérique du livre avait été adressé le 2 mai à un salarié de la matinale afin de préparer l'interview des auteurs par Sonia Devillers, prévue pour le 6 mai. Par prudence, l'éditeur y avait apposé un filigrane mentionnant Inter et les initiales du destinataire – de quoi tracer l'origine de la fuite, au cas où...

Flammarion a eu le nez creux. Car, le 3 mai, la version du livre aux initiales de la maison ronde a atterri chez

Mélenchon, qui, justement, cherchait par tous les moyens à en récupérer un exemplaire afin de préparer sa riposte. A Inter, la fuite, aujourd'hui, fait tache. « Chez nous, personne n'est vraiment mélenchoniste ! » se désole un journaliste. Pourquoi, c'est interdit ?

Une enquête interne aurait été ouverte. « Les équipes de la matinale reçoivent tous les jours des livres en avant-première, en exclusivité ou sous embargo, se défend la radio, et le contrat de confiance qui nous lie aux maisons d'édition est toujours respecté. »

Un « toujours » qui figure désormais au bureau des légendes...

Emmanuelle Souffi



Retailleau a du mal à délocaliser les promesses de Darmanin

UNE PETITE BOMBE à retardement menace le ministère de l'Intérieur, et Bruno Retailleau, son actuel locataire, ne sait pas comment la désamorcer – sauf à se brouiller avec le président de la République, le ministre de la Défense, son prédécesseur à Beauvau, son administration et, accessoirement, avec quelques élus locaux, le tout à moins de un an des municipales ! Pour quelqu'un qui ambitionne de devenir le prochain chef de l'Etat et le patron des Républicains, c'est fâcheux.

Afin de répondre aux « besoins de proximité », et de « rééquilibrer les forces économiques » en faveur de la province, Gérard Darmanin avait promis, en 2021, le transfert de 20 services centraux de l'Intérieur et de 1 500 fonctionnaires. Ces « dé-métropolisations » devaient être achevées en 2025. On en est très loin. La raison, selon un conseiller de Retailleau ? La plupart des démenagements promis « ne sont pas budgétés ». Darmanin serait-il parti avec la caisse ?

Le premier souci est atomique. Darmanin avait prévu de transférer le Commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire (Cossen) à Vernon, dans l'Eure. Soixante-quinze pandores, poulets et autres ingénieurs devaient s'y installer avant le début

de cette année. Pour l'heure, ils sont toujours à Maisons-Alfort et ne sont pas près de faire leurs cartons : seuls trois d'entre eux – dont un originaire de Vernon ! – sont d'accord pour bouger. Ça ne leur plaît pas, d'aller faire la bombe dans l'Eure ?

Sébastien Lecornu, ministre des Armées et réserviste de la gendarmerie, ex-maire de Vernon et ancien président de la communauté d'agglomération, ne veut pas renoncer à « son » Cossen. Tant pis si le coût du projet est estimé à 30 millions d'euros et si la gendarmerie n'a plus un fifrelin en caisse pour le mener à bien. Pour accueillir des fonctionnaires peu désireux de venir, l'agglo se dit prête à aménager un terrain à quinze minutes du centre-bourg. Avec spa et jacuzzi ?

Casquettes en cascade

Le 18 avril 2021, Macron annonçait la création d'une « école de guerre » pour poulets à Montpellier. Six mois plus tard, Darmanin, alors ministre de l'Intérieur, se rendait à la préfecture de l'Hérault pour promettre « 70 millions d'euros d'investissement de la part de l'Etat », plus l'arrivée de 237 personnels de la Direction centrale du recrutement et de la formation. Bonne fille, la municipalité socialiste a investi 2 millions d'euros dans

l'histoire ; elle n'a toujours pas vu la moindre casquette arriver. Le maire, Michaël Delafosse, sonne à toutes les portes de l'Etat pour avoir des nouvelles, et personne ne lui répond.

Portes closes, aussi, pour les maires de Lens et de Cahors. La sous-préfecture du Pas-de-Calais a été sélectionnée pour accueillir, dès 2024, 144 flics et civils chargés de gérer les plateformes de police judiciaire. La municipalité socialiste a « neutralisé » un bâtiment flambant neuf à 200 mètres de la gare. Les locaux sont toujours vides.

En Occitanie, Jean-Luc Marx (DVG) est lui aussi dans l'expectative. L'Inspection générale de la gendarmerie nationale doit prendre ses quartiers dans le Lot. Tout est prêt, mais personne ne se pointe. Embarrassé, le général Hubert Bonneau, le grand chef des gendarmes, a expliqué, lors de son audition devant la commission des Affaires étrangères, le 13 novembre 2024, ne pas être « certain d'avoir les moyens financiers de transférer des installations entièrement sécurisées et totalement opérantes en région parisienne et d'en assumer le coût, notamment en matière

de protection du secret ». Il a bon dos, le secret... Les partisans de la majorité présidentielle, eux, s'en sortent mieux. L'ancien Premier ministre Edouard Philippe devrait d'ici peu accueillir, dans sa bonne ville du Havre, 145 bœuf-carottes de l'Inspection générale de la police nationale.

Juste avant les municipales, quelques poulets en plus, ça ne peut pas faire de mal...

Didier Hassoux



Des Européens sans atout maître dans leur jeu

« EN PROGRÈS, mais efforts insuffisants. » C'est ce qu'un diplomate se proposait d'inscrire sur le bulletin de l'Europe après la visite à Kiev, le 10 mai, des « quatre grands » européens. Macron, le Britannique Starmer, l'Allemand Merz et le Polonais Tusk ont exigé d'une même voix que Poutine accepte un « cessez-le-feu inconditionnel », en accord avec le président Trump. Celui-ci les avait élevés au rang de « partenaires », avant de se retourner comme un pancake quelques heures plus tard. Soudain, il n'estimait plus nécessaire un cessez-le-feu préalable et annonçait son désir d'être présent lors d'une éventuelle rencontre Poutine-Zelensky à Istanbul.

A Paris, ce 10 mai ensoufflé est considéré comme un succès diplomatique. « L'Europe prend conscience qu'elle est une puissance », se réjouit un général optimiste, qui espère de Macron « de nouveaux efforts bud-

gétaires ». Mais cela ne peut faire oublier que le Vieux Continent est à la peine.

Constituer la fameuse « coalition des volontaires » de 64 000 hommes, comme l'avaient suggéré les Britanniques, ou même de 25 000, tient de la mission impossible. Le problème n'est pas tant que Paris et Londres ne peuvent fournir que 5 000 à 10 000 soldats chacun, mais que leurs voisins refusent d'en aligner un seul. Pour l'heure, et en dépit du forcing de Paris auprès de Varsovie, c'est « zéro soldat pour Kiev » en ce qui concerne la Pologne.

Toujours le «niet» de Poutine

Même son de cloche du côté de l'Espagne ou de l'Italie. La Finlande entend maintenir ses effectifs à ses frontières, et l'Allemagne se tâte.

Sans oublier qu'une telle initiative a toujours été rejetée par Poutine. Aussi les modalités de la contribution européenne à une « force de réassurance » restent-elles dans le flou. « On ne peut pas tout attendre de Paris et de Londres : garantir le cessez-le-feu en Ukraine, livrer du matériel, former des hommes, étendre leur dissuasion nucléaire, protéger les navires marchands en mer Rouge, etc. », s'irrite un diplomate. Les Européens ont perdu leur protecteur et, par conséquent, s'en cherchent un autre. « La France n'est pas une mini-Amérique ! » s'insurge le même.

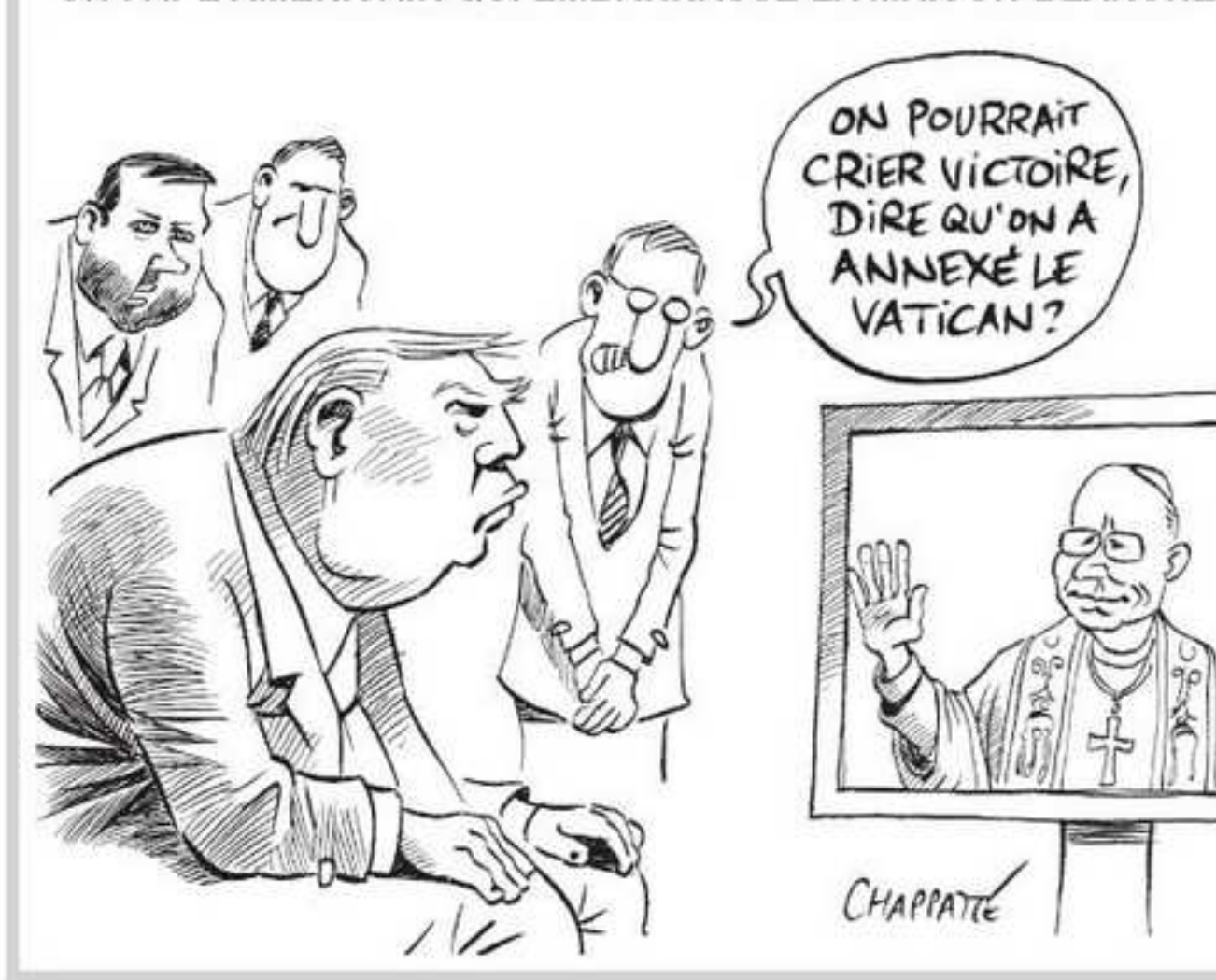
Par ailleurs, les Européens continuent d'acheter leur bimbeloterie militaire à l'Oncle Sam (64 % de leurs commandes entre 2020 et 2024). Dit autrement, ils préfèrent toujours le F-35 au Rafale... L'Europe est loin de pouvoir assurer sa sécurité. En a-t-elle la volonté ? Le 12 mars, devant

la commission de Défense de l'Assemblée, Etienne de Durand, expert en science de la guerre, évoquait ainsi un marché européen de l'armement : « C'est le vœu de la France, mais de peu d'autres Etats membres. [Pour différentes raisons] ils continuent de s'approvisionner sur le marché mondial. »

Manquerait-il à ce Vieux Continent, qui a en tant vu, la détermination dont font preuve les Ukrainiens ? André Denk, directeur exécutif adjoint de l'Agence européenne de défense, a invité ces derniers aux « Journées européennes de l'innovation défense », à Cracovie la mi-mai. « Nous avons beaucoup à apprendre de ceux qui sont les plus grands innovateurs du moment », a-t-il souligné.

Désormais, Kiev produit plus de 4 millions de drones par an, soit 95 % de ceux qu'elle utilise. Une indépendance à suivre.

UN PAPE AMÉRICAIN QUI EMBARRASSE LA MAISON-BLANCHE



Bolloré appelle Lagardère à la rescousse pour s'épargner une grosse prune

Vivendi est menacé d'une amende de 1 milliard d'euros pour avoir pris le contrôle d'Europe 1, du "JDD" et d'Hachette avant que Bruxelles donne son accord.

MAOUSSE COSTAUD, l'amende qui pend au nez du groupe Bolloré! Depuis plus d'un an, la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne enquête sur l'absorption du groupe Lagardère par Vivendi. Elle soupçonne fortement le second d'avoir pris le contrôle du premier de manière anticipée et illégale, bien avant le feu vert de la Commission, en juin 2023. Et, pour cet acte dit de « *gun jumping* » dans le jargon financier, la douloureuse peut se révéler très salée: jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires annuel mondial – ce qui, dans le cas présent, représenterait la bagatelle de 960 millions d'euros! De quoi filer des sueurs froides aux actionnaires de Vivendi, réunis le 28 avril en assemblée générale à l'Olympia, célèbre salle parisienne dont le groupe est propriétaire.

Boulevard des Capucines, le drame s'est joué en deux actes. Président du conseil de surveillance, l'héritier Yannick Bolloré a d'abord dû s'avouer « *évidemment déçu* » par la scission de son mastodonte de l'édition et des médias en quatre entités. Amorcé en décembre, l'audacieux découpage était censé doper la valeur boursière de ces sociétés en un temps record. On allait voir ce qu'on allait voir! Résultat: une impressionnante dégringolade de 24 % de l'action Canal+, de 20 % pour Havas et de 4 % pour Louis Hachette. Et 6 milliards d'euros de perte en 2024! Le tout suivi par une claque historique de la cour d'appel de Paris, qui a ordonné à la maraine de la scission, l'Autorité des marchés financiers (AMF), de revoir sa copie. Papa peut être fier de son rejeton...

L'assistance était donc un brin tendue, déjà, avant que Yannick Bolloré aborde le sujet (très délicat dans ce contexte) de l'amende de près de 1 milliard d'euros dont Bruxelles agit la menace. Comme le redoutent les actionnaires de l'ex-maison mère Vivendi, ce sont en effet les rentrées au moment des



faits présumés – autrement dit en 2022, l'année où presque 10 milliards d'euros ont été engrangés – qui seraient prises en compte. Au fait, qui devrait passer à la caisse pour payer la prune, alors que l'empire se retrouve divisé en plusieurs parties affaiblies? « *L'affaire est née chez Vivendi. S'il y a une sanction, c'est Vivendi qui en tirera les conséquences* », a répondu son secrétaire général, Frédéric Crépin, aux petits porteurs de Canal+, Havas et Louis Hachette, moyennement rassurés.

Nono monte au feu

Du côté de Bruxelles, qui mène une « *instruction qui sera longue* », croit savoir Vivendi, l'enquête doit confirmer que les choix stratégiques et commerciaux opérés entre 2022 et l'été 2023 à Europe 1, au « *Journal du dimanche* » ou à « *Paris Match* », alors en cours d'acquisition par Bolloré, étaient déjà pilotés par le milliardaire breton. Tout comme son contrôle, en sous-main, fut à l'origine du virage idéologique catho et très droitier des médias Lagardère, ainsi que

des rapprochements avec CNews, qui n'ont échappé à personne.

Depuis le déclenchement de l'enquête, Arnaud Lagardère déploie une énergie herculéenne pour montrer que le basculement idéologique de son groupe ne doit rien à Bolloré mais qu'il est de sa seule initiative. Le numéro suscite de larges sourires en interne, en particulier chez certains actionnaires d'Hachette: « *Lagardère est devenu le paratonnerre de Bolloré. Il en fait des tonnes pour tenter de montrer, rétrospectivement, qu'il n'a jamais été sous son influence, que c'était sa stratégie commerciale propre. Il assure ainsi son salaire, son poste et son train de vie. En échange, il reste le meilleur moyen pour Vivendi d'atténuer l'amende, voire de déjouer l'enquête de Bruxelles* », se marre Christopher Calmann-Lévy, éminent actionnaire de Louis Hachette.

Le comique de répétition d'Arnaud, alias « *Nono* », n'est pas passé inaperçu au lendemain du raout de Vivendi. Le 29 avril, lors des deux autres assemblées générales de Lagardère et d'Hachette, cet étonnant stratège a surjoué sa « *fierté* » d'éditer chez Fayard les peu progres-

sistes Jordan Bardella et Philippe de Villiers. Lagardère est allé jusqu'à brandir l'étendard, aujourd'hui cher à l'extrême droite trumpiste, de la « *liberté d'expression* », au moment de justifier la publication par Fayard du bouquin pro-Poutine « *Bannie* », signé Xenia Fedorova, l'ex-patronne de Russia Today. L'ouvrage en question, au passage, n'a pas dépassé, en deux mois, les... 1 785 exemplaires vendus, selon l'indice GfK. En comptant les achats groupés de l'ambassade de Russie?

Amis, mais pas trop

Reprenant les éléments de langage de Lagardère, Jean-Christophe Thiery, le pédégé de Louis Hachette, a cru bon d'ajouter que son groupe était aussi capable de publier « *du Barack Obama* » ou « *du Volodymyr Zelensky* ». A ceci près que le bouquin de l'ex-président des Etats-Unis, « *Une terre promise* » (Fayard), remonte à 2020 et que celui de Zelensky, « *Pour l'Ukraine* » (Grasset), commandé l'année précédente, est sorti en mai 2022. Bolloré aura sans doute à cœur de publier le tome 2 des mémoires du dirigeant ukrainien...

En attendant, les limiers de Bruxelles ne manqueront pas de s'intéresser à un autre proche d'Arnaud Lagardère. Ramzi Khiroun, son ex-conseiller et premier confident, vient peut-être, en une phrase innocente, de ruiner tous les espoirs de Vivendi. Interrogé par un juge d'instruction, le 6 novembre dernier, dans le cadre du « *Qatargate* » visant Lagardère, il est revenu sur son départ forcé de la maison, en 2022, en précisant (« *Le Monde* », 9/5): « *C'était le bon moment pour le faire, après que Vivendi [avait] commencé à prendre le contrôle de la société* »... soit un an avant la cession officielle.

Voilà une déclaration qui ne manquera pas d'être contrôlée!

Christophe Nobili

ÉLECTION CHAOTIQUE DU NOUVEAU CHANCELIER ALLEMAND



Les autoroutes délestées d'un demi-milliard

LE CONSEIL D'ÉTAT a validé, le 9 mai, la taxe sur les autoroutes instaurée en 2024 par le gouvernement: les concessionnaires voient ainsi définitivement légalisé le prélèvement (470 millions d'euros en 2024) qui rabote de plus de 10 % leurs plantureux bénéfices (4,4 milliards). Un résultat obtenu grâce à une grosse astuce du gouvernement. En 2023, Elisabeth Borne, alors à Matignon, lance une offensive contre les « *superprofits des autoroutes* ».

Taxe en volée

Mais il y a un os: l'article 32 de leur contrat de concession les autorise à augmenter les péages pour compenser toute taxe qui ne s'appliquerait qu'à eux. Afin d'éviter l'application de l'article en question, qui provoquerait une forte et impopulaire hausse des péages, le gouvernement bricole alors une loi générale qui, en réalité, va s'appliquer aux seules concessions autoroutières. La taxe sur les autoroutes est rebaptisée « *taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance* ». Sauf que, grâce à un charcatage réglementaire inventé pour les besoins de la cause, les autres

« *grandes infrastructures* » ont été rapidement sorties du lot. La SNCF? « *Pas assez rentable*. » La navigation fluviale et les grands ports? « *Chiffre d'affaires insuffisant*. » La RATP? « *Trop locale*. » Les oléoducs et les gazoducs? « *Ils ne nécessitent pas d'engins de transport*. » Etc., etc.

Ne restaient plus que les aéroports. Là encore, grâce à des critères choisis avec soin, la majorité d'entre eux ont été mis hors du coup. Seul Aéroports de Paris – une entreprise publique, mal placée pour protester contre une décision de son actionnaire, l'Etat – régle la quasi-totalité de la taxe (120 millions sur 130). Cependant, cette taxe ne lui coûtera pas grand-chose, puisque, à la différence des autoroutiers, les aéroports sont autorisés à en répercuter l'essentiel sur leurs tarifs. Le Conseil d'Etat avait vu venir la combine. Dans un avis rendu en juin 2023 – et resté, dans un premier temps, confidentiel –, il dénonçait lui-même le fait que le gouvernement souhaitait contourner les contrats de concession. Bien vu! Mais, apparemment, les décideurs de 2025 ne sont pas les conseillers de 2023.

Hervé Martin

La droite passe l'âme à gauche sur la fin de vie

FRANÇOIS BAYROU, fervent catholique pas très à l'aise avec le sujet, aurait préféré la débrancher, mais, miracle! la loi sur la fin de vie a enfin fait son entrée à l'Assemblée nationale, le 12 mai.

Et elle a déjà causé des dégâts: la droite en a perdu son latin, son credo et son confiteur. Emmenés par le député des Hauts-de-Seine Philippe Juvin, plusieurs parlementaires LR ont déposé un amendement pour exclure de l'aide active à mourir le secteur hospitalier privé à but lucratif. Pas question de faire du pognon en abrégeant les souffrances!

Juvin insiste: « *Il faut empêcher que l'euthanasie et le suicide assisté deviennent un business*. » Les députés de droite contre le bizness et la financiarisation de la santé, c'est une sacrée nouveauté!

« *Ils étaient où pour dénoncer le scandale Orpa? s'étrangle un élu. Le privé lucratif n'a aucun intérêt à voir disparaître ses patients. Si on veut être cynique, le fait qu'ils restent vivants le plus longtemps possible constitue leur gagne-pain*. »

Le chiffon rouge agité par le docteur Juvin fait aussi bondir Agnès Firmin-Le Bodo, dépu-

tée Horizons et ex-ministre de la Santé, qui a élaboré la première mouture du texte, dont l'examen avait été stoppé avec la dissolution: « *Exclure le privé est une erreur, car certains territoires sont pauvres en hôpitaux publics. Et, transférer des patients soignés dans une clinique où hébergés dans un Ehpad privé vers un établissement autorisé à les séder, c'est inhumain. Que les LR portent ce type d'amendement est assez baroque*. »

Mort à crédit

Mortel, même! L'amendement a été enterré en commission, le 30 avril. En Belgique ou en Suisse, le montant de la facture d'une mort choisie oscille entre 7 000 et 15 000 euros, sans compter les frais de rapatriement du corps... et les tracasseries administratives. Pour éviter une euthanasie à deux vitesses, dont les modalités dépendraient du pouvoir d'achat, ce nouveau droit français devrait être remboursé par la Sécu, et les dépassements d'honoraires interdits. Pas de quoi se faire beaucoup de gras...

Philippe Juvin (professeur d'anesthésie-réanimation) et ses compères avaient pourtant déposé un autre amendement

– lui aussi rejeté – pour qu'un toubib ne puisse pas réaliser plus de 10 % de son activité par an dans l'aide à mourir. « *On se demande quelle considération il a pour ses collègues, s'il estime qu'ils ont tous la seringue facile! s'époumone un député. La stratégie de LR et du RN, c'est de faire peur et de laisser croire que l'on va instaurer un marché de la mort pour éliminer les personnes âgées, les handicapés, les dépressifs...* » Et les opposants politiques?

Le sujet est délicat, et aucun parti n'a donné de consigne de vote. La gauche a aussi ses âmes sensibles. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux le 8 mai, Dominique Potier, député socialiste de Meurthe-et-Moselle, a comparé l'euthanasie et le suicide assisté à « *une fiction libérale et bourgeoise* ». Amen! La lutte des classes ne se cache pas pour mourir? Jordan Bardella, lui, appelle à « *protéger la vie* » (le « *JDD* », 4/5). Marine Le Pen, au moins, peut être rassurée: son désormais rival pour la candidature à la présidentielle ne compte pas profiter de la nouvelle loi pour se débarrasser d'elle.

Fanny Ruz-Guindos et Emmanuelle Souffi

Bétharram veut assurer le sévice après-vente de ses victimes

LE 14 MARS est née la divine commission d'enquête indépendante sur les violences sexuelles et physiques commises à Bétharram – l'internet catholique béarnais dans lequel les prêtres avaient la main leste et la braguette parfois trop ouverte en présence de petits garçons. L'Institut Louis-Joinet, une ONG de Bayonne également appelée « *Institut francophone pour la justice et la démocratie* » (IFJD), s'est vu confier les investigations par la congrégation.

Si c'est naze, arrête

Son travail s'ajoute à la procédure judiciaire en cours et à l'enquête parlementaire qui, le 14 mai, devait auditionner François Bayrou. Les pères de Bétharram ont contacté l'Institut Joinet pour la première fois en avril 2024 afin qu'il leur serve de médiateur avec les victimes. La lettre de mission du 14 mars dernier demande, quant à elle, « *un bilan exhaustif des violences physiques et sexuelles* », sans oublier l'épineuse question de la réparation financière des victimes des laïques de l'établissement. Car, si



en France les victimes de violences sexuelles commises par des religieux sont indemnisées par la Commission reconnaissance et réparation, rien n'est prévu pour les exactions dont se sont rendus coupables des laïques. La communauté de Bétharram a donc commencé à mettre en vente son patrimoine immobilier local, mais, étant donné le prix du mètre carré dans le Béarn, il n'y en aura pas pour tout le monde.

Bétharramifications édifiantes

Pas de Pau... L'enquête financée par Bétharram manque de sous. La congrégation verse 60 000 euros à l'IFJD pour six mois de travail et promet, si deux mois supplémentaires se révélaient nécessaires, de remettre 20 000 euros dans le bémol. Une aumône! Des discussions pour obtenir une rallonge sont en cours. « *Le coût total me paraît extrêmement bas, surtout pour une enquête à l'international* », s'étonne le père Camille Rio, qui, pendant dix ans, a exercé en Asie comme missionnaire.

A titre de comparaison, le budget de l'enquête de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise (Ciase), qui a duré deux ans, s'élevait à 3,5 millions d'euros, et les investigations ne concernaient que la France. Or l'Institut Louis-Joinet a promis de retracer le parcours de certains prêtres agresseurs qui se sont exilés. Entre les frais

d'interprètes et de transport, les 80 000 euros prévus devraient très rapidement partir en fumée. A moins d'un miracle, le volet international de l'enquête va être très limité. C'est pain bénit pour la congrégation, qui redoute une extension du scandale! Et il y a des risques, car, en missionnaires zélés, les pères de Bétharram ont évangélisé un peu partout...

Dès sa création, vers 1835, le mouvement a eu pour vocation

de fonder des établissements à l'étranger, jusqu'en Chine, où Mao a fini par mettre le holà. Si le foyer historique et spirituel reste le Béarn, la maison mère se trouve à Rome. Les pères sont aussi présents en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni, et ont établi des missions en Asie (Inde, Thaïlande, Vietnam), en Afrique (Côte d'Ivoire, Centrafrique, Algérie, Maroc), au Moyen-Orient et en Amérique latine (Argentine, Uruguay, Paraguay, Brésil). L'Institut Louis-Joinet, pour l'heure, n'est pas missionné pour enquêter dans ces pays. Alléluia...

Un scandale, pourtant, avait déjà touché le collège du Sacré-Cœur de Droitwich, rattaché à l'archidiocèse de Birmingham, en Angleterre, qui a fermé en 1991. En 2010, le sociologue Laurie Taylor témoignait dans le « *Times* » que lui et son meilleur ami avaient été « *abusés sexuellement par deux des prêtres qui dirigeaient le collège* » dans les années 50. La communauté de Droitwich, qui dépend toujours de la congrégation de Bétharram, est chargée des missions en Thaïlande et en Inde.

Et, après, on ose dire que le savoir-faire français ne s'exporte pas!

Louise Colvert et Emmanuel Savoye

Les élus se mouillent pour sauver Perrier

MASSIFS de verdure, fontaines à jets rétroéclairés, monument aux morts ressuscité... Après neuf mois de chantier, le village de Vergèze, berceau de Perrier, dans le Gard, ne pouvait rêver plus belle place de la République.

Et, bonne nouvelle pour le contribuable: grâce à une subvention providentielle accordée par Nestlé Waters, Perrier s'est fendu d'un gros chèque de 1,6 million d'euros, soit 70 % du coût de la rénovation (Bulletin municipal, avril

2025). Sympa, d'accueillir sur son territoire une usine qui fait couler l'argent à flots!

Pour le proprio, c'est surtout une manière de dire combien il serait coûteux pour la ville de voir cette fierté locale fermer ses portes. Car la menace existe: le 7 mai, le préfet du Gard a donné deux mois à la multinationale pour retirer les filtres illégaux installés dans son usine.

Pronostic Vittel

Selon les services de l'Etat, l'utilisation de ces traitements à 0,2 micron « *modifie les caractéristiques microbiologiques de l'eau*. » Un peu gênant, pour une boisson minérale « *naturelle* »! La firme s'est dite déterminée à « *trouver des solutions dans le cadre réglementaire actuel* ». Ça changerait... Pour tenter de sauver le millier d'emplois directs (et les milliers d'autres induits), les élus locaux mettent les gaz. A Perrier City, la maire, Pascale Fortunat-Deschamps, a formulé une proposition simple:

L. C. et Y. V.



ZigZag

HASCHICH KEBABS

Pour « montrer [sa] détermination et [son] intransigeance dans la lutte contre le trafic de drogue », la police de Lice, en Turquie, a eu l'idée fumeuse de brûler 20 tonnes de cannabis en pleine ville (« ouest-france.fr », 9/5). Pas de bol, l'opération a dégagé un « nuage psychotrope » qui a intoxiqué une partie des 25 000 habitants, lesquels se sont plaints pendant plusieurs jours « d'hallucinations, d'étourdissements et de nausées ».

Un incident qui a toutefois fait moins de victimes que sur la place Saint-Pierre de Rome, où quelque 250 000 personnes se sont mises à hurler à la simple vue d'une fumée blanche.

DÉTENTE DANS LA GUERRE COMMERCIALE CHINE-USA



TROP COLIS POUR ÊTRE HONNÊTE

Aux Etats-Unis, dans le Kentucky, un petit garçon de 8 ans a voulu organiser un carnaval avec ses copains. A l'insu de ses parents, il a commandé sur Amazon pas moins de 22 cartons de 10 kg de Dum-Dums, des sucettes, « soit une montagne de quelque 50 600 bonbecs » (« Libé », 10/5). Une mésaventure qui a coûté la somme de 4 200 dollars (3 700 euros) à sa mère, mais qui lui aura permis de se faire une certaine popularité, puisqu'elle a décidé de « donner [les friandises] aux personnes qui [lui] ont proposé de les acheter ».

Le commerce en ligne, ça part vraiment en sucette.

VENIN, VEDI, VICI

Un vaccin contre les morsures de serpent serait sur le point de voir le jour, grâce à un dénommé Tim Friede (« Le Parisien », 9/5). Ce Californien s'est « injecté des centaines de fois le venin de certains des serpents les plus mortels au monde, notamment des cobras royaux, des mambas noirs et des crotales, en se laissant mordre ou en s'inoculant leur poison dilué ». Un chercheur a donc récupéré son sang et en a tiré un sérum efficace « à 100 % contre le venin pour 13 espèces de serpents » – sur les souris, pour le moment.

Pour le tester sur l'homme, on cherche des candidats qu'inoculent devant rien.

CONFLIT DE CANARD

Haies d'honneur

MARCHE ARRIÈRE toute ! Un demi-siècle après la frénésie de remembrements, quand 70 % des haies ont été ratiboisées – soit plus de 1,4 million de km de linéaires arborés en moins –, on découvre, en plein chaos climatique, que, des champs sans bosquets, c'est une cata.

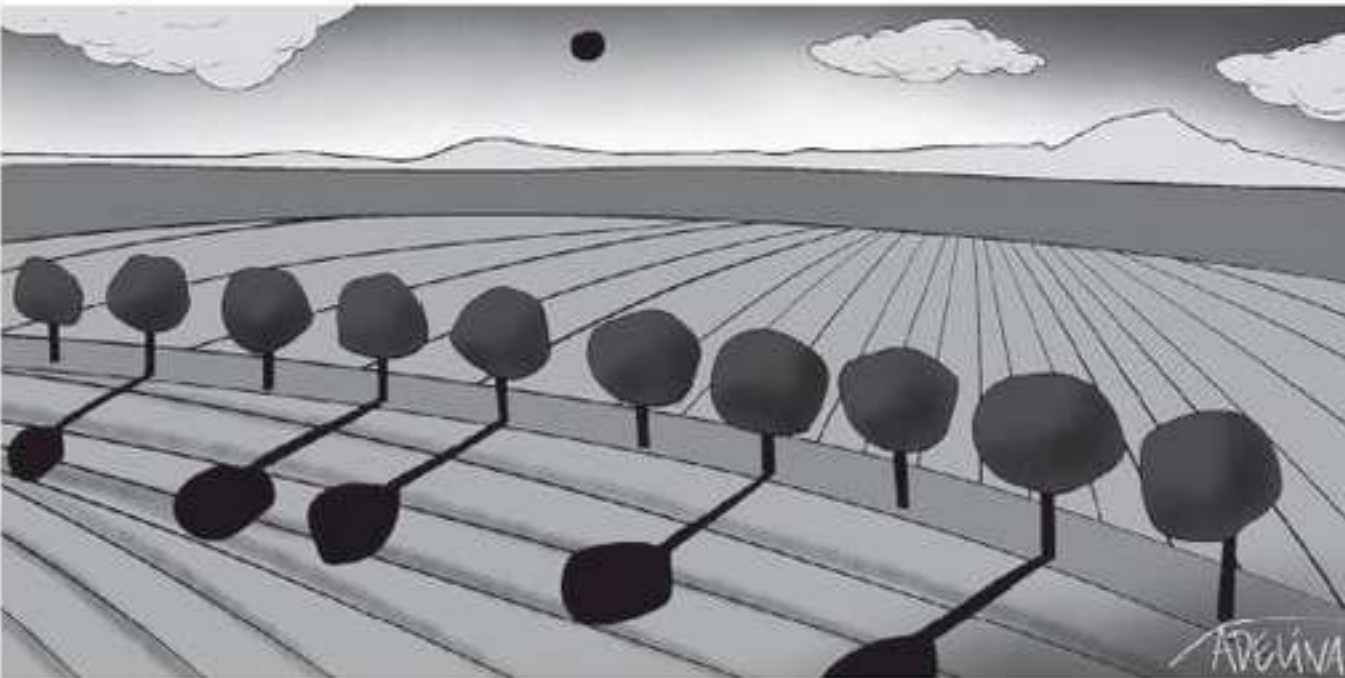
Les haies empêchent en effet le lessivage des sols en cas de fortes pluies, séquestrent le carbone, font de l'abri aux animaux, servent d'abri aux insectes pollinisateurs, améliorent la qualité de l'eau en filtrant les nitrates et les métaux lourds... N'en jetez plus !

En septembre 2023, le gouvernement d'Elisabeth Borne décide qu'il faut dare-dare replanter des haies, à raison de 8 000 km par an, et, pour ce faire, dégage un plan à 330 millions d'euros sur trois ans. Sauf que notre actuel Premier ministre, François Bayrou, obsédé par les coupes budgétaires, a taillé dans la broussaille. L'enveloppe de 110 millions d'euros prévue pour 2025 n'en contient plus que 45. Bayrou a aussi fauché l'herbe sous le pied au sénateur écolo d'Ille-et-Vilaine, Daniel Salomon, qui visait 100 000 km de haies supplémentaires en 2050. Sa proposition de loi a certes été adoptée, fin janvier, mais elle a été amputée du crédit d'impôt qui devait motiver les agriculteurs...

Et tant pis si, pendant ce temps, l'escamotage des haies s'accélère. Comptez 23 500 km qui disparaissent chaque année, contre seulement 3 000 km plantés. Sur le papier, le Code rural interdit depuis 2015 de détruire une haie sans autorisation, mais, faute d'effectifs, les contrôles sont quasi inexistant. A la demande de la FNSEA, le premier syndicat agricole, le gouvernement vient, en prime, de simplifier les démarches à entreprendre pour se débarrasser de ces clôtures végétales.

Histoire d'encourager les paysans à protéger leurs bosquets,

Bruxelles a bien créé, en 2023, un « bonus haies ». Pour toucher l'oselle de la politique agricole commune, l'agriculteur doit aligner au minimum 30 mètres de haie par hectare et s'engager à les chouchouter. Mais, comme les candidats français ne se sont pas pressés au portillon (ils étaient moins d'un millier l'année dernière), l'association Réseau Haies France a convaincu la Commission de faire passer le bonus de 7 à 20 euros par hectare. On saura le 15 mai, date de clôture des dépôts des dossiers sur TéléPAC, le portail des demandes d'aides européennes, combien d'agriculteurs auront finalement sauté la haie...



L'école privée a fait la quête chez Bayrou

LE PREMIER MINISTRE a bien mérité une messe d'action de grâce ! Passée quasi inaperçue, une discrète disposition de la loi de finances pour 2025 exonère les établissements privés d'enseignement de toute taxe d'habitation. Ce cadeau représente une subvention cachée d'au moins plusieurs dizaines de millions d'euros pour les 12 500 écoles concernées (primaires, secondaires, supérieures), catholiques dans leur écrasante majorité.

Les bons pères avaient déjà eu l'occasion de jouir de cette dispense fiscale. Jusqu'en 2023, les services des Impôts n'avaient jamais osé leur demander de passer à la caisse. Mais Bercy a fini par se réveiller à la fin de cette année-là et a envoyé des avis d'imposition pour tous les locaux qui n'étaient pas affectés directement à l'enseignement, comme les dortoirs, les bureaux réservés à l'administration, etc.

Congrégations et évêques ont illico sonné le tocsin auprès des parlementaires les plus dévots. Ils ont ainsi réussi à faire voter un amendement au budget 2024 pour rétablir l'exonération totale. Pas de bol, celle-ci a finalement été supprimée par des députés impies. Quelques mois plus tard, la pieuse sénatrice

des Hauts-de-Seine Marie-Do Aeschlimann, revenait à la charge et déposait une proposition de loi pour rétablir le privilège de l'école privée. Nouvel échec : ce texte n'a jamais été examiné (« banquedesterritoires.fr », 27/2).

Le salut est finalement venu de l'article 110 de la loi de finances 2025, grâce à un nouvel amendement sénatorial approuvé par le gouvernement. Pour ne pas éveiller l'attention des mécréants, il ne fait référence qu'aux « locaux professionnels » et aux « locaux destinés au logement des élèves dans les écoles et pensionnats ». Cette formulation neutre ne concerne en fait que l'enseignement privé, puisqu'une autre loi exonère déjà tous les établissements publics de la taxe d'habitation.

Une fois le budget 2025 promulgué, le Secrétariat général de l'enseignement catholique s'est bien gardé d'entonner des alléluias sur la place publique. Il s'est contenté d'adresser un courrier d'allégresse à tous les chefs d'établissement de son obédience en les priant de remercier chaudement les élus qui se sont mobilisés en leur faveur. Monseigneur Bayrou et ses chanoines peuvent compter sur une indulgence plénière...

Indulgence fiscale

Hervé Liffra

En Ardèche, le sentier pédagogique était trop à gauche !

MAIS qu'ont fait les inoffensifs membres de la Fédération de pêche de l'Ardèche pour qu'on leur sucre une subvention de 99 775 euros ? Cette somme, attribuée pour trois ans par la région Auvergne-Rhône-Alpes, chère à Wauquiez, était destinée à la création d'un sentier pédagogique dans une zone humide, à destination des scolaires et des touristes, notamment... Mais, affirme au « Canard » le service de presse de la région, elle est « pour l'instant gelée ».

« destruction d'espèces protégées » et « pollution ». Dans leur viseur, le vice-président Amrane...

La subvention supprimée ? « Pas de lien » avec cette affaire, affirme au Palmipède le service de presse de la région. Mais alors quoi ? « Des problèmes récurrents liés à des dysfonctionnements de la Fédération de pêche. » Lesquels ? « Un dossier déposé hors délai l'année dernière. » Un peu léger, non ? « Nous sommes également interpellés sur une certaine forme de sectarisme politique mise en œuvre par la présidence de cette fédération. » C'est-à-dire ? « Emmanuel Vialle a utilisé son mandat de président de la Fédération à l'occasion des élections de la chambre d'agriculture de l'Ardèche et a mené une campagne partisane au profit de la Confédération paysanne. »

Tout s'explique. L'Ardèche est l'un des trois départements rafiés en début d'année par la Confédération, au nez et à la barbe de la FNSEA, soutenue par la région. Et par Olivier Amrane en particulier. « J'ai rencontré les syndicats agricoles au sujet de la problématique de l'eau,

explique le pêcheur Emmanuel Vialle. La Confédération paysanne est la plus en phase avec notre fédération. Nous l'avons donc soutenue. »

« Le Canard » a tenté de joindre Olivier Amrane, qui nous a renvoyés vers Philippe Meunier, qui s'est tu. Vice-président délégué (entre autres) à la pêche, très proche de Laurent Wauquiez, dont il a été le Monsieur Sécurité, Philippe Meunier a pour credo : « S'opposer aux Verts et à l'extrême gauche est un devoir moral » (« Lyon Mag », 4/3/21).

CQFD : la Confédération étant à la fois verte et d'extrême gauche, le sentier pédagogique n'aurait profité qu'à de dangereux écolonégatifs !

Professeur Canardeau

Impardonnables pêcheurs

En octobre dernier, la Fédération s'oppose à Olivier Amrane, l'un des vice-présidents (LR) de la région, qui veut à tout prix ouvrir grand la vanne du barrage des Collanges pour le vidanger. Résultat : des poissons morts par milliers sur 2 km, de la vase partout, la rivière polluée aux métaux lourds. Normal, le barrage avait été construit sur une ancienne décharge municipale (« Le Canard », 9/10/24).

Les pêcheurs portent plainte contre X pour « écolo-cide ».

BURE : LA FACTURE DE L'ENFOUSSEMENT DES DÉCHETS NUCLÉAIRES POURRAIT S'ÉLEVER À 37,5 MILLIARDS D'EUROS

Si ON RAPORTE ÇA AUX CENTAINES DE MILLIERS D'ANNÉES DE RADIOACTIVITÉ, FRANCHEMENT, C'EST FINAILLER !!!



LE NOUVEAU PAPE, LÉON XIV, EST CONTRE TOUTES LES GUERRES ET POUR LA PAIX

AVEC UN DISCOURS COMME CELA J'AURAIS PU ME PRÉSENTER À MISS FRANCE



Un sujet glissant

AMOINS de un an des municipales, l'institut de sondage Quorum et le Cercle des élus locaux viennent de publier un « palmarès des 100 élus à suivre en 2025 ». L'occasion de mettre en avant « ceux qui, au quotidien, affrontent les défis environnementaux, économiques et sociaux de notre époque avec des solutions concrètes et adaptées aux besoins de leur territoire ».

Déloyal canin

Parmi les heureux nommés figure le maire extrémementroite de Béziers, Robert Ménard, qui, dans le document, se vante, entre autres mesures sécuritaires, d'avoir eu une « idée inspirante » destinée à faire école, selon lui : « la mise en place de l'ADN canin pour en finir avec les déjections canines ». Et d'expliquer : « Cette mesure oblige les propriétaires de chiens à les faire recenser, ce qui permet ensuite de remonter à eux si leur animal a déjequé dans la rue sans qu'il ne le ramasse (sic). Les amendes (130 euros) sont dissuasives. »

Or cette idée a été jugée si « inspirante » que, le 6 mai,

le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté du maire de Béziers, qui l'avait mis en œuvre sans attendre, instaurant dès 2023 une « expérimentation d'obligation d'identification génétique pour les chiens promenés dans certaines zones de l'hypercentre de la commune » ! Motivation du tribunal : « Eu égard aux sujétions qu'elle impose aux propriétaires ou détenteurs de chiens, la mesure édictée n'est ni nécessaire, ni adaptée, ni proportionnée à sa finalité, et ce alors même que l'arrêté concerne un territoire réduit. » Crotte alors !

Or Ménard prouve qu'il n'est pas du genre à obéir aux magistrats comme un toutou, la queue basse. Il donne même l'impression que, la justice, c'est pour les chiens. Car, le jour même où le tribunal administratif a rendu sa décision, il a dégainé un nouvel arrêté instaurant une « obligation d'identification génétique des chiens dans l'hypercentre de Béziers » à compter du 6 mai 2025 et jusqu'au... 31 décembre 2028 !

Il cherche à donner un os à ronger aux juges ? Gare si ces derniers lui montrent les dents !

J. C.

Musée Gustave-Moreau : les agents ont l'Henner à vif

AVIS aux amateurs : l'accès au musée Gustave-Moreau, dans le IX^e arrondissement de Paris, est bien souvent gratuit. La volonté du ministère de la Culture de rendre accessible à tous l'ancien atelier du peintre symboliste ? Que nenni ! Gustave-Moreau manque tout simplement d'agents pour assurer la billetterie, en raison d'une grève qui dure depuis des mois, et le musée consacré au peintre Jean-Jacques Henner, dans le XVII^e, qui dépend du même établissement public, subit des dommages collatéraux.

Les agents dénoncent depuis octobre une situation de sous-effectif et la précarité de leurs conditions de travail – une collaboratrice a ainsi enchaîné près de 19 contrats depuis 2019. Démissions, arrêts de travail en cascade... Jean-Sébastien Femia, arrivé en janvier au poste de secrétaire général, n'a pas réussi à éclaircir le tableau. Pire, certains grévistes, qui ont été menacés de sanctions, ne peuvent plus voir leur chef en peinture. « On se sent déconsidérés, humiliés », confie l'un d'eux au « Canard ».

Personnels mal encadrés

Faute de personnel, des salles sont régulièrement fermées, quand ce n'est pas le musée tout entier (six jours de fermeture totale par mois, en moyenne). La direction joue les vases communicants en redéployant le personnel du musée Henner au musée Moreau pour suppléer les grévistes. Avec, à la clé, un petit souci : il n'y a plus grand monde pour gérer Henner.

Même si le musée est fermé au public jusqu'au 17 mai, le temps d'installer une nouvelle expo, la présence humaine se fait rare certains week-ends et jours fériés, avec seulement deux rondes, le matin et

l'après-midi. Chut... faudrait pas que ça se sache !

En 2023, déjà, le ministère de la Culture avait envoyé à Moreau-Henner ses bœuf-carottes de l'Inspection générale des affaires culturelles (Igac). Mais personne n'a jamais vu la couleur de leur rapport, resté confidentiel. Au moment où le ministère doit réaliser des économies, la situation commence à faire tache : selon une estimation faite par des collaborateurs, le musée Moreau aurait déjà accumulé, entre janvier et avril, une perte de recettes de 70 000 euros, en comparaison avec l'année dernière.

Contactée par « Le Canard », la direction précise que des propositions ont été faites aux instances syndicales, qui sont restées sans réponse. En attendant, sur son site Internet, Gustave-Moreau incite les visiteurs à appeler avant de s'y rendre « afin d'être sûrs de l'ouverture ». Encore faut-il avoir quelqu'un au bout du fil !

Jérôme Canard

Stop au bla-bla zéro carbone !

NOUS SOMMES à mi-chemin, rappelle le spécialiste de l'énergie Vaclav Smil. Le protocole de Kyoto par lequel tous les pays du monde (ou presque) se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, c'était il y a vingt-huit ans, en 1997. Soit un peu plus d'une génération. L'année 2050, date à laquelle la planète devrait atteindre la « neutralité carbone », c'est-à-dire que les émissions de CO₂ auront tellement baissé que les océans et les forêts les absorberont toutes (d'où stabilisation définitive de la concentration de gaz carbonique dans l'air), c'est dans vingt-cinq ans. Soit une génération.

C'est le moment de se poser la question : sommes-nous sur la bonne trajectoire ? Non, répond Vaclav Smil. Il faudrait pour cela pouvoir atteindre en 2030 cet objectif intermédiaire : avoir réduit de moitié les émissions mondiales. Plus précisément, des baisses de 55 % pour l'Europe, 56 % pour les Etats-Unis,

63 % pour la Chine. On en est loin : « Seul un effondrement économique sans précédent pourrait entraîner de telles réductions. » Gasp.

Solide et didactique, son bref ouvrage au titre glaçant, « 2050. Pourquoi un monde sans carbone est presque impossible » (1), montre clairement dans quel mur nous fonçons. Depuis Kyoto, certes, panneaux solaires et éoliennes ont proliféré. Cela a contribué à faire baisser de 4 points la part relative des énergies fossiles : 82 % du total mondial

aujourd'hui, au lieu de 86 %. Mais, en même temps, la consommation globale de charbon, de pétrole et de gaz ne cesse de grimper : + 55 % ! Ce qui s'est traduit (les océans et les forêts continuant de remplir leur fonction de stockage) par une augmentation du CO₂ dans l'air de plus de 15 %.

Il nous reste donc vingt-cinq ans pour : remplacer 1,5 milliard de véhicules à combustion, 50 millions de tracteurs, 100 millions de pompes d'irrigation, un demi-milliard de chaudières au gaz,

TU TE RAPPELES L'HISTOIRE DE LA NEUTRALITÉ CARBONE ?

OUI, DES EXTRÊMISTES QUI VOULAIENT ABASSER NOTRE NIVEAU DE VIE



ZigZag

IGUANES À ÊTRE CONNUS

La guerre est déclarée à Taïwan ! Le gouvernement paie des professionnels pour abattre une partie des 200 000 iguanes verts qui prolifèrent sur l'île (« The Economist », 8/5). Ces chasseurs sont rémunérés 16 dollars pour chaque lézard de plus de 30 cm tué et 8 dollars pour les plus petits.

Curieux que la Chine n'ait pas encore proposé son aide pour éradiquer les reptiles à coups de missiles...

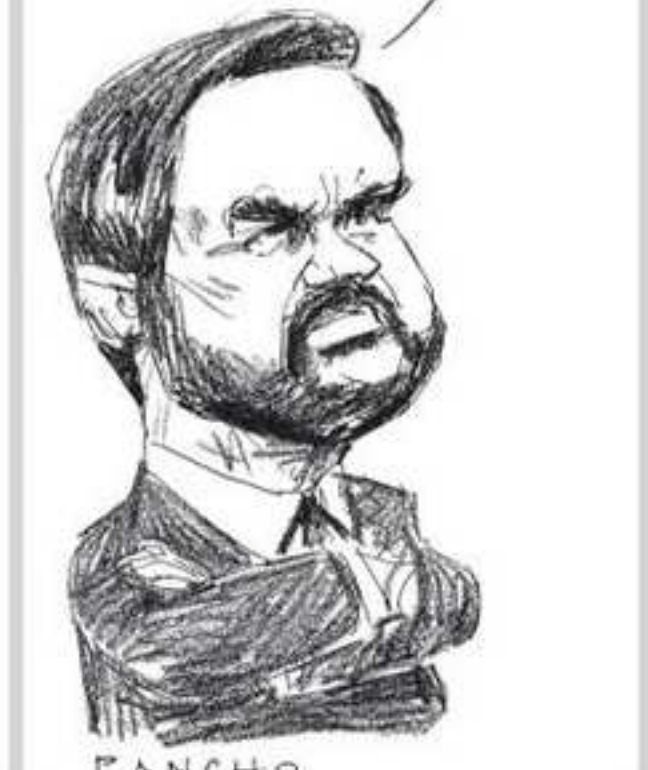
DRÔLES DE ZIGS

CASEY MEANS, une influenceuse qui promeut les médecines alternatives, a été bombardée médecin-chef des Etats-Unis par Donald Trump, un poste clé (Franceinfo, 12/5). Dans un livre, elle assure que « la mauvaise alimentation est la cause, seule et unique, de toutes les maladies chroniques, aussi bien de l'obésité, du diabète, de l'Alzheimer, de la dépression, de l'infertilité ou des problèmes d'érection ».

Si, après ça, on aperçoit encore des hamburgers à la Maison-Blanche...

LE PAPE LÉON XIV N'EST PAS TOUT À FAIT D'ACCORD AVEC J. D. VANCE

MAIS POUR QUEIL SE PRENDRE ? !!



JULIETTE BINOCHÉ, la présidente du jury du Festival de Cannes, balance du lourd dans « Madame Figaro » (10/5) ! « Les politiciens mentent à tout va, l'égoïsme, la bassesse, la violence sont les moteurs de leurs politiques, pendant que des gens souffrent horriblement », accuse-t-elle. Tremble, Babylone ! Pour cette interview, Binoché était parée de Dior, Mugler, Balenciaga, Prada, Chopard...

Une pensée pour les stars qui « souffrent horriblement » de ne pouvoir se vêtir d'un simple jean avec tee-shirt, comme tout le monde.

BRIGITTE BARDOT a donné le 12 mai une interview à BFM TV – sa première depuis onze ans –, et, à l'écouter, on peut se demander si elle s'est rendu compte que le monde avait changé depuis les années 60. Evoquant les affaires de violences sexuelles qui touchent le cinéma français, elle a tenu des propos qui claquent : « Ceux qui ont du talent qui mettent la main aux fesses d'une fille sont rejetés dans le cul-de-basse-fosse. »

En mai, fesse ce qu'il te plaît ?

120 000 navires de la flotte marchande, 25 000 avions de ligne, etc. ; remodeler entièrement la très énergivore production des « quatre piliers de notre civilisation », ciment, fer primaire, plastique, ammoniac (pour les engrais azotés, sans lesquels « la moitié de la population actuelle ne pourrait pas survivre ») ; construire des usines d'acier vert et de production d'hydrogène, et des infrastructures de stockage et de transmission, etc. Lesquels posent d'autres problèmes : besoins faramenteux de métaux rares, de main-d'œuvre expérimentée (déjà en pénurie) et de dollars...

Arrêtons de rêver, dit Smil. Pour atteindre l'objectif de 2050, il n'existe que deux options : soit « entreprendre une mobilisation existentielle sans précédent », soit « réduire délibérément notre consommation d'énergie en abaissant notre niveau de vie ». Ce ne sera ni l'un ni l'autre. Rendez-vous en 2100...

Jean-Luc Porquet

(1) Arpa, 89 p., 14,90 €. Traduit de l'anglais par Léa Jaillard.

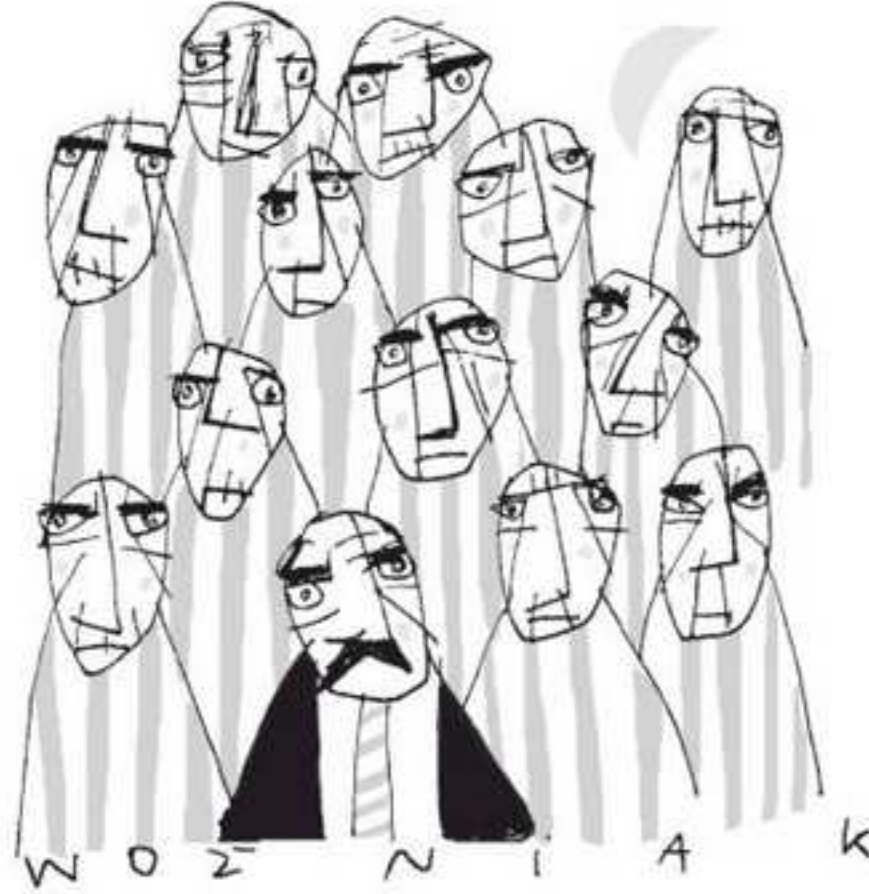
Marco, l'énigme d'une vie

(Faussaire de ressemblance)

QUEL TALENT, quel homme! Enric Marco (1921-2022), un Catalan moustachu, n'avait pas son pareil pour raconter les horreurs endurées au camp de concentration de Flossenbürg et pour émouvoir journalistes et lycéens, pétris de respect. Elu président de l'association espagnole des déportés, il se démène pour obtenir la venue du Premier ministre Zapatero à une commémoration, quand un historien surgit en travers de sa route... Enric Marco est en fait parti en Allemagne en 1943 comme travailleur volontaire, dans le cadre de l'alliance entre Hitler et Franco. Avant de se bâtir une légende d'ancien combattant républicain et de déporté politique.

Au-delà même du scandale qui a suivi la révélation de son imposture, en 2005, Marco n'a jamais démordu de ses mensonges, qui étaient devenus sa « vérité »... Peu importait l'Histoire – ce point de détail –, à ses yeux, dès lors que son récit « amélioré » servait la cause des quelque 9000 déportés espagnols dans les camps allemands, méprisés et oubliés... Les réalisateurs Aitor Arregi et Jon Garaño, qui ont interviewé Marco, ont voulu lui consacrer un documentaire, mais il les a dupés, eux aussi, en se liant par contrat avec d'autres!

Leur film de fiction devient vertigineux quand Marco, devenu un paria, affronte



l'écrivain Javier Cercas, qui lui a consacré un récit, « L'Imposteur » (2014). Après avoir fait revivre la vie cloîtrée d'un (vrai) républicain reclus dans sa propre maison pendant trente ans dans « Une vie secrète » (2020), les deux réalisateurs, épris de faits réels, s'attaquent à la manipulation publique de la mémoire, dans une ère où la manière dont on raconte finit par l'emporter sur le fond. Des ressorts profonds de la « post-vérité » instaurée par Trump.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Se souvenir des tournesols

Partir pour étudier ou rester dans sa chère campagne du Gers? Anais, 17 ans, va passer le bac et quitter son bourg de Nogaro pour la cité U de Pau. Loin de sa petite sœur affectueuse, des tournesols qu'elle aime peindre, des maïs et des vignes qu'elle aide à cultiver. Surtout, elle va cesser de jouer dans la banda, la joyeuse fanfare villageoise, avec ses amis d'enfance.

Sur le thème classique du dernier été d'une ado sur ses terres, le couple de documentaristes Sandrine Mercier et Juan Hidalgo donne une variante moins aboutie que le récent « Ce n'est qu'un au revoir » (2025), de Guillaume Brac. Mais, grâce à l'héroïne

et aux charismatiques chefs de banda, le film présente un panorama de village attachant. Et un tableau vibrant des beautés de la campagne gersoise. – D. F.

Le Domaine

Damien, un jeune étudiant passablement à la dérive, trouve un emploi dans un relais de chasse qui sert de lieu de prostitution. L'Italien Giovanni Aloi – qui tourne en français – a choisi de s'inspirer d'un fait divers datant de 1985 pour conter cette histoire de fascination et de rejet. Car Damien, plongé dans cet univers sombre, oscille et se perd. Le film est intéressant car il met bien en lumière la complexité du héros, dont la mémoire, parfois, vacille. On peut néanmoins être lassé par le côté répétitif du procédé. – A.-S. M.

Milli Vanilli, de la gloire au cauchemar

Ou comment l'Allemand Frank Farian, producteur à succès de Boney M, a façonné en 1988 un autre groupe factice en recrutant deux jeunes danseurs, le Munichois Robert Pilatus et le Parisien Fabrice Morvan, tous deux d'origine africaine, pour chanter en play-back. De nouveaux hits planétaires, jusqu'à ce que le manitou tue sa créature en révélant la vérité, en 1990. Pilatus est mort d'overdose en 1998.

C'est la semaine de toutes les impostures (lire « Marco », ci-dessus)! Le réalisateur allemand Simon Verhoeven (sans lien de parenté avec le Néerlandais Paul Verhoeven) donne un curieux biopic, touchant, personnel, un brin naïf, pour réhabiliter le duo, qu'il a fréquenté, jeune, à Munich. Rob et Fab racontent leur histoire à la première personne, face caméra, par-delà la mort... En pointant le rôle de Farian, tout-puissant Cyrano qui n'est jamais parvenu à interpréter à visage découvert la musique « noire », disco et funky qu'il composait. – D. F.



Les films qu'on peut voir à la rigueur

Transmitzvah

En Argentine, le jeune Rubén amuse les siens en se produisant en chanteuse disco lors des réunions de famille. Mais, quand il refuse de faire sa barmitzvah, son père rit jaune. Devenu adulte, Rubén s'est transformé en une chanteuse yiddish spectaculaire, qui, de retour au pays, entend faire sa « transmitzvah », avec le soutien de son frère, dépassé. La transition de genre narre comme un conte de fées... L'Argentin Daniel Burman en donne une version résolument optimiste – con alegría –, avec la trans-espagnole Penélope Guerrero en vedette, dans ce film débordant de bonnes intentions et de dialogues étouffants... L'ensemble est assez forcé et indigeste. – D. F.



Les films qu'on peut ne pas voir

The Shameless

Son mantra: « *Emmerde tout le monde et sauve ta peau* ». Renuka, pseudo de déesse et débaucheur floqué Hello Kitty, fuit une maison close de New Delhi après avoir planté un client (hello couteau!), flic au demeurant... Elle trouve refuge dans un bordel du nord de l'Inde et se lie d'amour avec une jeune voisine que sa mère veut marier de force.

Tenant le rôle principal, Anasuya Sengupta a été la première Indienne à recevoir un prix d'interprétation à Cannes (sélection « Un certain regard », 2024), mais ça ne suffit pas. Viols, overdoses, avortement insalubre... Le Bulgare Konstantin Bojanov esthétise « sans vergogne » (*shameless*, en anglais) le calvaire des deux femmes et les films, au plus près, comme deux bêtes martyrisées. A regarder d'un œil, à jeun; ou mieux: passer son chemin. – L. S.

Pas de selfie pour Adolf

Dans «La Visite», Michel Guénère se glisse dans la tête tortueuse de Hitler admirant Paris. Qu'il vouldra détruire.

EN CE DIMANCHE 23 juin 1940, Paris est désert. L'armée allemande y est entrée neuf jours plus tôt. A cette heure matinale, aucun promeneur. C'était justement le souhait du Führer: avoir la capitale pour lui tout seul, unique touriste sangle « dans son long pardessus en cuir noir boutonné jusqu'au col ». Ce ne sont pas les habitants qui l'intéressent mais l'architecture, sa passion.

Dans le cortège des cinq Mercedes Benz, quelques intimes: Wilhelm Keitel, l'un des chefs de la Wehrmacht, Albert Speer, architecte chargé des plans du nouveau Berlin, baptisé « Germania », Arno Breker, le sculpteur favori, Martin Bormann, le secrétaire particulier, et deux camarades de la Grande Guerre, « les seuls qu'il tutoie ». Walter Frentz, jeune reporter autorisé à filmer et à photographier le Guide dans sa vie quotidienne, ne le quitte pas d'une semelle. Minutieusement, Michel Guénère, avocat et essayiste, refait le parcours: l'opéra Garnier, « le plus beau théâtre du monde », selon les termes du Führer, allumé à cette heure « comme pour une soirée de gala », conformé-



ment aux vœux du visiteur, qui sidère son entourage par sa connaissance précise des lieux. A un employé matinal, il fait donner un billet de 50 marks. L'homme refuse.

En route pour l'Obélisque et la place de la Concorde, puis les Champs-Élysées, sans âme qui vive, que les Mercedes remontent lentement, sans escorte, dans le plus grand silence. Michel Guénère est dans la tête de Hitler. Ce dernier savoure son plaisir, il rêve à la future Germania berlinoise, qui aura,

elle aussi, son Arc de triomphe, encore plus majestueux. Aux Invalides, il s'incline devant le tombeau de Napoléon, son idole (avec le Prussien Frédéric II). C'est comme un retour aux sources: « *Le goût de l'architecture avait précédé celui de la politique* ». Sous l'un des plus grands destructeurs de l'humanité se cachait donc un bâtisseur...

Durée totale de la visite: deux heures et demie. Hitler aura vu Paris comme personne avant lui. « *C'est le plus beau jour de ma vie* », s'exalte ce

grand malade, bientôt atteint de Parkinson (« *la main gauche se met à trembler* »), gâvé par ses médecins de drogues diverses, dont la cocaïne. Mais, le plus fort stimulant, c'est la conviction que, même si le chantier de Germania devait durer vingt ans, Berlin serait plus beau que Paris. Et que Napoléon, dans sa tombe, en crèverait de jalousie!

Or « *tout bascule après la visite (...), la beauté de Paris l'a distraité de son but de guerre* »: anéantir l'Union soviétique. La suite est connue: Stalingrad, la débâcle, le débarquement allié en Normandie. Hitler nomme alors von Choltitz gouverneur militaire du « Grand Paris ». Ce destructeur patenté de grandes villes (Rotterdam, Sébastopol) reçoit l'ordre de faire sauter les ponts et les monuments de la capitale. Paris doit brûler. Pas question de laisser debout une ville qualifiée lors de sa visite, cinq ans plus tôt, de « *plus belle ville d'Europe* ». Finalement, il n'en fut rien.

Sans vergogne, von Choltitz s'attribua cette mansuétude dans ses « Mémoires ». Paris outragé, Paris martyrisé, mais Paris miraculé.

Frédéric Pagès

● Grasset, 144 p., 17 €.

La tour et le fou

L'Œil de Goliath

de Diego Muzzio

« *Le VIEUX bâtiment de pierre se situait à quelques kilomètres de Broxburn, à l'ouest d'Edimbourg* » Bienvenue au sanatorium de St. Bartholomew, un « *hôpital psychiatrique sélect, pour ne pas dire secret* ».

Ici officie le docteur Edward Pierce, féru de méthodes nouvelles – psychanalyse et narcose, entre autres. Un jour, on lui amène un patient du genre unique: David Bradley, gardien de phare rapatrié de l'îlot Schouten, au large de la Terre de Feu. Que s'est-il passé là-bas pour qu'il perde la raison et en soit réduit, désormais, à tenter de nager sur la terre ferme, tel « *un automate bardé d'engrenages invisibles* »? La réponse figure sans doute dans « *un carnet à couverture noire* », où le malheureux a raconté ce qui lui était arrivé, lors de l'été 1922, dans cet « *Œil de Goliath* » battu par la tempête.

Persuadé que ses talents de visionnaire lui permettront de guérir Bradley, Pierce se lance dans la lecture du journal. Mais ne ferait-il pas mieux, d'abord, de s'occuper de son cas, lui qui souffre d'attaques de névralgie de plus en plus invalidantes, à la suite

d'une « *blessure reçue en 1916, lors de la bataille de la Somme* »? Coïncidence, par ailleurs: Bradley, lui aussi, se trouvait au front, et a « *été brièvement exposé aux effets d'un gaz de combat* ».

Cet étourdissant petit roman, remarquablement construit, qui ne fait pas mystère de ses gothiques influences (Poe et consorts), surprend jusqu'à la dernière page. Toujours le lecteur s'interroge: Bradley est-il bel et bien devenu sinocle, ou des forces occultes sont-elles à l'œuvre?

Le récit se double d'une réflexion sur les dommages causés par la guerre, cette machine à détruire les esprits, et sur les antagonismes gangrenant le milieu psychiatrique. L'idéaliste Edward Pierce est confronté au mépris de ses collègues, notamment allemands, qui n'hésitent pas à évoquer, à l'appui de leurs arguties, l'histoire d'un petit « *caporal aveugle et ridicule* » qu'une thérapie fondée « *sur l'hypnose* » a sorti de l'ombre, et qui est devenu « *chef d'un parti politique qui plaît* ».

Retirer leur camisole aux fous? Faudrait peut-être voir au cas par cas...

Fabrice Colin

● Phébus, 208 p., 21,50 €. Traduit de l'espagnol (Argentine) par Eric Reyes.

LES NÉGOCIATEURS AMÉRICAINS ET CHINOIS PARVIENNENT À UN ACCORD



La Voie aux Chapitres

L'Inconscient inculqué à mon ordinateur

de Yann Diener

ELLE s'appelle Lia, c'est « *une toute jeune intelligence artificielle* ». Le narrateur, Hugo, doublement « *analyste* » (informaticien et psychanalyste), se demande si cette IA peut comprendre les métaphores, l'ironie, l'argot et tout ce qui fait le sel de la conversation. Lia l'IA se demande pourquoi Hugo profère si souvent les mots « *putain* », « *foutu* », « *noyer le poisson* ». Quel poisson, quelle noyade? Elle se noie dans ces phrases équivoques nommées « *amphibologies* »: « *Comprendre comment la planète perd sa banquise en trois minutes* » ou « *C'est la voiture de ma grand-mère qui est morte* ».

En pleine crise de freudisme, Hugo prétend l'initier au trait d'esprit. Et même la faire « *jasper* » (causer), comme les enfants en difficulté qui viennent consulter dans le service hospitalier où officie Yann Diener. Hugo devrait arrêter de dévergondner cette pauvre Lia. En attendant, ce petit livre malicieux et très sérieux sur le fond mérite un franc signalement.

F. P.

● Premier Parallèle, 96 p., 9,50 €.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SUMMUM DE SA FORME



Dis, dis, Marlene

Mémoires

par Marlene Dietrich

ELLE MEURT, le 6 mai 1992, la veille de l'ouverture du Festival de Cannes. Suicide? Coïncidence, en tout cas, l'affiche de la 45^e édition est un magnifique portrait d'elle en noir et blanc extrait de « Shanghai Express », le film de Joseph von Sternberg sorti en 1932. Von Sternberg, son pygmalion, celui qui l'a choisie en 1930 pour être l'« Ange bleu », titre du premier film parlant tourné en Allemagne, et qui l'invite à traverser l'Atlantique pour devenir, à la Paramount, la rivale de Greta Garbo, la star de la Metro-Goldwyn-Mayer. En sept films, von Sternberg l'installe dans le mythe de la femme fatale, qu'elle s'amuse à détricoter dans ses « Mémoires », parues en France en 1984 et que Grasset a la bonne idée de rééditer aujourd'hui.

« *Parler de ma vie ne m'intéresse pas* », dit-elle, mais elle en parle bien. Comme « *les faits ne comptent pas* », elle prend ses aises avec eux, ne s'étend pas sur ses amants et se garde de trop découvrir ses maîtresses, mais elle ne cache rien de son admiration pour ceux qu'elle a aimés. Gabin, qu'elle a hébergés à Hollywood pendant la guerre, est « *un génie* », Erich Maria Remarque « *un sage aux pensées limpides* », Hemingway son « *rocher de Gibraltar* ».

Jeune fille bien élevée de la bourgeoisie allemande, Dietrich a renoncé à une carrière de violoniste pour mener une vie d'aventurière corsetée dans le fourreau des bonnes manières. Elle est sans pitié pour ses collègues de Hollywood: « *Mes partenaires américains avaient un pois chic à la place du cerveau* ». John Wayne, avec qui elle tourna trois films, en prend une en pleine poire: « *Il n'était pas un type très brillant ni très excitant. (...) Il a réussi sans ouvrir le moindre livre. Malgré tout, ne suivez pas son exemple! Lisez!* » A la différence de Godard, elle a un profond mépris pour Fritz Lang: « *Il appartenait à la "confrérie des sadiques". (...) L'arrogance teutonne qu'il affectionnait me dégoûtait profondément* ».

« *La Vénus blonde* » ne manque ni d'humour ni de férocité. Et surtout pas de courage. Naturalisée américaine en 1939, elle s'engage dans l'armée de Patton avec le grade de capitaine et monte au front en Italie, en France et en Allemagne pour divertir les GI.

Cela lui a valu maintes décorations et, surtout, le droit de chanter en allemand à Tel-Aviv, en 1960, à la demande du public israélien. Le plus beau des hommages à Lily Marlene.

Jean-Michel Thénard

● Grasset, 352 p., 16 €.

Feuilleton de Canard

■ ANGELO RINALDI. L'écrivain et critique littéraire, qui a définitivement tiré sa révérence le 7 mai dernier, a droit, dans « Le Monde » (11/5), à une nécrologie rappelant la « férocité de ce franc-tireur » et son « humour de démolisseur ». Deux cibles citées parmi d'autres: Marguerite Duras, auteure à placer, selon lui, « au premier rang de nos écrivains mineurs », et le romancier Gabriel García Márquez, crédité de « Cent Ans de platitude ». Quant à la langue corse, il l'estimait « tout juste bonne à siffler les chèvres ».

Enterré dans le cimetière de Bastia, « face à la mer », Rinaldi pourra chantonner tout à son aise, en français, en corse (qu'il parlait couramment), voire en chèvre.



● DE MOINS EN MOINS g  n  e, Rachida Dati, lors de son interviewe volcanique sur France Inter (7/5), s'en est prise à à Libé   , coupable d'avoir révélé son goût pour les bijoux, perles et fermoirs, et qu'elle avait omis d'en déclarer certains. La ministre de la Culture, censée protéger la liberté d'expression et de la presse, accuse le quotidien d'être à subventionné par la Mairie de Paris   , et son enquêteur d'être à un intime de Mme Hidalgo   . Un bobard déjà servi à RTL (26/4). Et Dati de conclure:    Vous savez, je n'ai jamais été prise en défaut sur aucune déclaration.   

A commencer par celles faites à la radio!

● JUSTE après ce nouvel exploit de la ministre de la Culture, l'AFP s'est empressée de publier une surprenante dépêche, laquelle reprend les accusations contre à Libé    sans la moindre précaution ou contradiction. La même AFP cite à l'envi, en revanche, sa ministre de tutelle outragée:    Je suis habituée, je dépose plainte.    Oubliant de préciser que Dati en est à sa cinquième plainte contre à Libé   .

Ca va lui coûter un collier!

● INTERVIOU   par    Le Parisien à (9/5) pour la promotion de son autobiographie, à L'Homme en noir à (Plon), Thierry Ardisson confie fièrement avoir proposé à Macron, en 2022, de à faire défendre son bilan par des Français   . Le slogan envisagé:    Quand c'est bien, il faut le dire.   

Le monarchisme, c'est plus ce que c'était...

● MACRON a choisi parmi ses intervieweurs du 13 mai, sur TF1, le premier influenceur de France, Tibo InShape. Idole bodyb  ild  e des réseaux sociaux, jamais trop éloigné du RN, le trentenaire   mail  t   par le passé sa page Facebook de joyeus  t  s telles que:    Un Noir réélu, le mariage homo adopté. Ce sera pas une journée facile.    L'été dernier, il avait comment  :    C'est ressorti, j'assume.   

Macron aussi, semble-t-il!

● LA PRESSE BOLLORÉ, c'est aussi du plagiat. Prisma Presse a été condamnée pour la création, en 2024, de à Programmes Télé 15 Jours à, copie grossière de à Télé 15 Jours    (RL Mags), lancée en 2019. Résultat: 50 000 euros d'amende et un retrait des kiosques.

Et aucune pétition lancée par Pascal Praud?

Le Canard enchaîné

redaction@lecanardencha  ne.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardencha  ne.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 à (durée : 99 ans)

Président:
directeur de la publication:
Erik EMPATAZ
Administrateur délégué:
Hervé LIFFRAN.

Principaux associés:
Erik EMPATAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odille BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THENARD
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction:
Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef:
Jean-Michel THENARD.

Fondateurs:
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs:
R. TR  NO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.
Impression: P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., H  ric, Nancy-Print.
Diffusion: France Messagerie.

N   CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements

01.42.60.75.16
abonnements@lecanardencha  ne.com

Sur notre site:
www.lecanardencha  ne.fr

Par courrier:
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN

Formule papier 68 à
Formule numérique* 56 à
Formule papier + numérique* 84 à
Formule intégrale* 106 à

* Edition numérique disponible
dès le mardi 21 heures, avec accès
   tout le site - www.lecanardencha  ne.fr -

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site

LA NORMALISATION



La Boîte aux Images

Genres humains

A U MILIEU du salon, Steven Carrington est livide. Il vient d'avouer à sa famille qu'il est gay et veut que quelqu'un le répète à haute voix. Son père se tait. Sa mère est au bord des larmes.    Steven est gay   , souffle enfin Fallon, sa s  ur. En 1981,    Dynastie à, un soap opera américain, passionne une partie de la France. Mais, pour la télévision française, les dialogues originaux ont été r  crits.    Je suis homosexuel    devient à Je ne suis pas comme vous tous, papa à. Et la s  ur de Steven l  che tristement:    Steven est malade.   

En ces temps-là, l'homosexualité est encore considérée comme une pathologie. Un fléau, peut-on lire et entendre partout, au même titre que l'alcoolisme ou la prostitution. En 1973, c'est dans le cadre d'un programme médical que la télévision aborde doctement ce qu'elle appelle à un problème à.

  Th  rapies de conversion  

Les garçons homos sont donc à réduits à la demande des familles. Ils subissent des   th  rapies de conversion à, qui ne seront interdites en France qu'en 2022. On les confronte notamment à des photos d'hommes, avec impulsion électrique s'ils ont une érection. Comme pour la grippe, le corps médical affirme que l'on peut guérir un gay.    C'est contagieux, docteur?    interroge grassement l'animateur Philippe Bouvard à propos du romancier Jean-Louis Bory, face à un public hilare.

   Je suis gay   , sourit le comédien Vincent Dedienne, qui fait ici raconter à des jeunes et à des moins jeunes, femmes et hommes, comment on découvre son homosexualité, comment on la cache, comment on souffre de ce secret

et comment, en définitive, on accepte d'être soi aux yeux des autres. Des inconnus se livrent, comme L  ontin, Laure, Sylvain ou Gabriel, mais aussi des personnalités, tels Gérard, ancien ambassadeur de France aux USA, Jean-Baptiste, journaliste à France 2, ou Angèle, chanteuse, qui toutes et tous sont passés par l'épreuve du mensonge.

Angèle était amoureuse de la Petite Sirène, Sylvain adorait Blanche-Neige. Ouissam, futur footballeur professionnel, regardait les mollets de ses copains. Alors, on fait comment lorsqu'on a 10 ans? Tous disent qu'ils n'ont d'abord pas compris, puis lutté contre. Trop de haine dans la cour de récréation et à la table familiale. Ne pas ressembler aux    p  d  s   , surtout. Ouissam imite le pas lourd des dragueurs, Arwen s'essaie à la féminité. Etre    normal à, la douleur au ventre.

Après la clandestinité, c'est le temps des aveux. Au sein de la famille, des cœurs se referment.    Etre gay,   a été plus compliqué qu'être noir, constate M  am  . Au moins, quand tu es noir, tu n'as pas à l'annoncer à ta mère.    D'autres ont attendu leur majorité pour commencer à vivre. Ils se souviennent de leurs envies de suicide, à cause du mal qui leur était fait. Bernard pleure en évoquant sa jeunesse, à une époque où l'homosexualité était un délit. Et tous redoutent encore l'homophobie, comme au premier jour.

Après le vieux    sidaique    lep  niste, face aux stades qui hurlent toujours à encul  s!    et aux agressions (2870 crimes et délits homophobes en 2023), Bernard sourit:    On existe, on est là, il faudra faire avec, messieurs, mesdames.   

Sorj Chalandon

   Homos en France à, d'Aurélia Perreau, écrit avec Vincent Dedienne, le 14/5    22h 40 dans à Infrarouge à, sur France 2 (rediffusion).

A travers la Presse déchainée

  a s'arrose!

Dans    La Voix du Nord à (6/5):

   La rue d'Inkermann accueille le dernier chantier lancé dans le cadre des mobilités douches.   

Les mobilités douces, vous êtes contre? On va vous passer un savon!

Pas de vagues

Dans    Le Courrier Picard    (6/5), à propos d'une coupe de bois:

   Le sillage a été fait à l'ancienne, par la force des bras.   

Sur l'alb  m de la Comtesse

LÉON PAS DÉCLASSÉ, MAIS LE PAPE NE FRIME PAS

O  I:    Les cardinaux discutent sur le choix des papes, à leurs dires.    -    Quelle cause, grand Dieu!    -    Elle a les deux traversins.    -    Quel côté taquin!    -    J'ai reçu des coups dans Montreux.    -    Défection du pape quand il b  atif  .    -    Faut-il déclasser Léon?    -    Les délations des foires.    -    La nonne préfère souper sans son pontife.   

LECTEURS:    Vatican: on r  v  re cette élection.    -    Conclave, ces salons? Pape et sans scission?    -    Elle a les deux traversins.    -    Quel côté taquin!    -    J'ai reçu des coups dans Montreux.    -    Défection du pape quand il b  atif  .    -    Faut-il déclasser Léon?    -    Les délations des foires.    -    La nonne préfère souper sans son pontife.   

Là:    L  p  tre de Paul.    -    Les défauts d'  v  qu  s.    -    Faut-il déclasser des lit  s?    -    L  lan de grèves.    -    Fuyez l'ascétisme historique et la sott   hérétique. La sott   refuse le P  rnod.    -    Longuent classé.    -    Ne peinez pas les amateurs de Matisse.    -    Ici, on voit à L  gions f  t  es.    -    Zoom sur le bob.   

Pourtant le sciage, c'est siant à la fin!

Gazon maudit

Dans    Ouest France à (3/5):

   L'activité de Julien comprend: le débroussaillage, (...), le tondage de pelouse.   

Il n'y a aucune tonte à cela!

Rue des Petites Perles

Piqué dans à Le Monde à (4/5), à propos d'un kidnapping:

   Victime d'un doigt sectionné, il a été libéré samedi soir.    Encore les phalangistes?

Repéré sur à midilibre.fr à (5/4):

   L'affolante mode de l'allongement des jambes pratiqu  e à tour de bras en Turquie.    Une chose est sûre: le rédacteur n'est pas manchot.

Ep  gl   dans à Le Dauphiné libéré à (25/4):

   Chaque semaine, il réalise quatre semaines d'entraînement.    Et se prive de compétition!

Comme son nom l'indique

Vu dans à Le Magazine de la Collectivité européenne d'Alsace à (avril 2025):

   Lara Million, vice-présidente en charge de l'efficacité et de la sobriété financière.   

Vu sur France 5 (6/5):

   (...) le documentaire   Cheveux, un business qui d  coiffe  . Avec la spécialiste des cosmétiques de l'université de Nantes Laurence Coiffard.   

Prises de Bec

Louis Sarkozy

Autant en n  pote le vent

Le fils de son père parle de tout, a des ambitions, écrit sur Napoléon et aimerait bien trouver un mandat pour faire de la politique pour de bon.

LOUIS SARKOZY aime les flingues, tous les flingues, les flics, les stands de tir, la muscu, les bagnoles, le PSG. On a bien le droit d'être un mec, non? Les flingues, c'est pour assurer la sécurité des siens. C'est vrai qu'au cœur du XVI   arrondissement de Paris, où il vit avec son père, faut assurer ses arrières. Il r  l  ve volontiers ses manches pour laisser entrevoir le tatouage qui décore son bras droit. Louis Sarkozy, qui a longtemps vécu aux Etats-Unis, a rêvé d'être GI. Il lui aurait fallu abandonner sa nationalité française, alors il a renoncé.

Les téléspectateurs de LCI ont, pour cette raison, la chance de le retrouver à l'antenne. Le troisième fils de l'ex-président s'y montre à l'aise, amusant à l'occasion, pas sectaire pour deux sous. Il aime bien l'ex-LFiste Raquel Garrido, avec laquelle il débat souvent, et ne dédaigne pas la presse people, où il s'affiche souvent avec sa femme, Natali Husic, fille d'un diplomate. Il écrit aussi dans à Valeurs actuelles à, personne n'est parfait, et fait actuellement une énorme promo pour son livre consacré aux goûts littéraires de Napoléon.

A part   a? Louis Sarkozy a des ambitions politiques. Bien sûr, daddy lui a appris le métier. Un pas en avant, un pas en arrière, fiston, vas-y mollo, la joue pas trop arrogant. Ce qui donne: des confessions au    Figaro   , où il avoue son intérêt pour la mairie de Menton, puis un r  t  p  dalage façon démenti, puis de nouveau... un intérêt marqué pour Menton (   Le Canard   , 7/5).

Une écharpe, sinon rien

Bref, s'il n'avait pas un bouc travaillé, on dirait qu'il n'y pense pas seulement en se rasant. Son atterrissage a été fig  l  . Préparation mentale de longue date par sa mère, Cécilia Attias -    Tu es l'homme politique de demain à -, tour  n  e des popotes à l'automne dernier et discussions avec Dati, Wauquiez, Le Maire, Lecornu. Jamais g  n   par les gros bobards, il affirme être en quête de à figures tutélaires   .

Dati a cr  ch   le morceau: le fiston cherche un point de chute. Une ville ou une circonscription. Rien que ça.



Le Théâtre

Léviathan

(Pile ou fast)

C'E N'EST PAS du théâtre documentaire. C'est mieux. C'est plus. C'est pire. Voilà une des pièces politiques les plus fortes et les plus visuellement inventives qu'on ait vues depuis longtemps. Elle parle d'une chose très banale, très connue, très mal connue (1): la comparaison immédiate, ici, en France.

Quiconque a déjà assisté à pareille audience le sait. C'est du très mauvais théâtre. Des mots qui sonnent faux, des acteurs qui surjouent, une mise en scène étriquée. Lorraine de Sagazan a opéré ce miracle: pour montrer la vérité profonde de ce simulacre, de cette procédure pénale qui permet de juger en vingt minutes l'auteur présumé d'une infraction à sa sortie de garde à vue et de lui infliger une peine allant jusqu'à vingt années d'emprisonnement, elle en a fait de l'excellent théâtre.

Une salle de comparution immédiate dont le sol est lourd et sombre: de la terre. Tous les acteurs portent un masque. La présidente (Victoria Quesnel, saisissante),



Le coin coin des Variétés

Titanique

(Que des glaçons!)

DANS LE MUSÉE consacré au    Titanic à, une visite guidée est détournée par Céline Dion (Astrid Harris), qui expose ce qui est vraiment arrivé la nuit du naufrage dans le film de James Cameron. Toutes les personnes à bord - équipages et passagers - étaient gays. A l'exception de Rose, dont la romance avec Jack vire au quiproquo lourdingue: une passagère, à qui elle demande comment s'y prendre avec les garçons, s'arme d'une auber  gine pour mimer ses conseils!

le procureur, les avocats ont des masques en résine qui épousent leur visage et le rigidifient. Leur gestuelle a quelque chose de mécanique et de téléguidé. Leurs mots sont convenus:    Comment pensez-vous de votre comportement, monsieur?    Des automates.

En face, les prévenus portent des masques en tissu qui effacent leur visage et les réduisent à une expression, un cri, une absence. Seul un homme n'en porte pas, Khalaf Barah, qui parle d'expérience, a connu la comparution immédiate et vécu des années en détention. A plusieurs reprises, il nous dira, face à



   Sarko, on est assez nombreux à en avoir par-dessus la tête, balance un parlementaire LR. Son fils, qui croit qu'on peut se pointer comme   a, façon Macron, sans venir de nulle part, se goure.    Il a fait une soirée avec les Jeunes Républicains et a récolté quelques fans. Pas l'émeute non plus. Intéressé par la direction de ce petit mouvement?    Il vise au-dessus, c'est normal à, a confié l'un de ses proches à la presse. Quand on lui parle de népotisme, il répond:    Si j'ouvrais une baraque à frites place de Clichy, on me ferait le même reproche.    Tordant.

P'tit Louis est assez cash. Immod  r  ment pro-Trump, même s'il a dû un brin calmer sa joie, il balance sur X, le jour de son investiture:    Ambition, force, clarté, grandeur.    Il est libertarien. Il a déjà son programme pour les années qui viennent:    Il nous faudrait un Milei puissance 1000    et à quatre ou cinq Elon Musk   .

L'arrêt du programme humanitaire Usaid, qui plonge des millions d'êtres humains dans la misère?    Du génie.    Il n'a que le mot à chef à    la bouche. Pour aider les dirigeants de la droite à mieux cheffer, il propose de les rassembler et de leur injecter à un kilo de testosterone à pour à foncer à. Un chef, pour Louis Sarkozy, c'est quelqu'un qui ferait brûler l'ambassade d'Algérie le jour de l'emprisonnement de Boualem Sansal. Un diplomate-n  .

Cornaqu   par son paternel, avec lequel il a attentivement analysé la situation politique à Neuilly, avant de renoncer, il a donc jeté son dévolu sur Menton. Désormais, c'est Estrosi qui fait office de parrain pour le fiston.    Louis veut être un élu local mais aussi président, un jour à, assure un proche. Défense de r  re.

Président comme papa

Pour atténuer un peu son côté viriliste bas de plafond, voilà qu'on nous le vend comme un grand intello. On rappelle qu'il a un master en relations internationales de l'American University,    Washington, son éditeur explique sans rire qu'il vit à par et pour les livres à, et lui-même se décrit comme à obsédé par l'Histoire à:    J'y pense du matin au soir.   

Il piaffe, mais sans résultat.    Il est indéniablement présent, mais il ne draine pas mécaniquement vers lui ce qu'il reste des sarkozystes   , assure Jean-Daniel Lévy, de Harris Interactive. Pour gagner à Menton, où le RN est en embuscade avec la députée Alexandra Masson, très implantée localement, il a les idées claires:    Quand la droite républicaine est forte, il n'y a pas de RN.   

Malheureusement pour lui, l'inverse est vrai aussi. Anne-Sophie Mercier

Le Théâtre

par ailleurs qu'on lui a retiré la garde de sa fille pour la confier au père, incestueux).

Sur le plateau, ça se bouscule. Nous sommes dans un cauchemar très réel, grotesque, drôle et terrible à la fois, travers   de musiques et d'apparitions. On n'a pas assez d'yeux pour voir tout ce qui s'y passe, les allées et venues des robes noires et des prévenus, et, quand vient ce cheval très réel, on ne sait pas pourquoi mais on sent qu'une réconciliation est possible.

Jean-Luc Porquet

   Aux Ateliers Berthier,    Paris, jusqu'au 23/5.

(1) Pas mal connue des lecteurs du    Canard à, qui suivaient la chronique à Coups de barre à, de Dominique Simonnot (adaptée au Théâtre du Rond-Point en 2018 et en 2020), avant que celle-ci devienne contr  leure générale des lieux de privation de liberté.

Bim, BIAM, boum!

C'EST REPARTI pour un tour! Jusqu'au 28 mai, la Biennale internationale des arts de la marionnette (BIAM) investit cinq lieux parisiens (dont le Mouffetard) et 10 autres en banlieue, avec 16 spectacles venus de République t  ch  que, de Norvège, de Belgique, des Etats-Unis, de Slo  nie et de France. Chacun joué deux fois. Il va falloir être au taquet!

En avant-première, on a vu à Ma p  tite dame à, un solo dans   et facétieux où Claire Hegggen revisite sa création de 1978, accompagnée par son double marionnettique. Une réflexion sur le temps qui file (   retrouver cet été à Périgueux,    Dives-sur-Mer et à Mirepoix).

Dans cette joyeuse programmation, se distinguent    Loco    (Compagnie Tchaika), du Gogol

adapté par une metteuse en scène chilienne et une marionnettiste belgo-russe; à Cosmohills    (Fras), l'histoire vraie de 500 Islandais partis sur un glacier en 1993 pour faire coucou aux extraterrestres;    Mizu    (Furinkai et Théâtre de l'Entrouvert), une performance en plein air, gratuite, avec une marionnette de glace; à Jean-Clone    (collectif AIE AIE AIE), une fable SF où l'avenir s'annonce aussi loufoque que low-tech; et à Trust Me For A While    (Plexus Polaire), d'Yngvild Aspel, sur la ventriloquie et la folie.

Marionnettes ou pas, cette BIAM a de quoi nous faire tourner la tête!

M. P.

   Programme complet sur à lemouffetard.com   .





Election pour la présidence de LR

Retailleau :
"Ne cédon pas..."

Le Canard enchainé

... au wauquisme !"



Directeur : Erik EMPYAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

VITE DiT !

C'EST une habitude, avec le nucléaire : les coûts ne cessent de grimper, et les délais de s'allonger. Après l'EPR de Flamanville (Manche), dont la facture, évaluée à 3,3 milliards d'euros en 2007, a désormais franchi les 23 milliards, bis repetita avec le site d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure (Meuse), baptisé « Cigéo ».

« L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs évalue désormais le coût de Cigéo entre 26,1 et 37,5 milliards d'euros », signalent « Les Echos » (12/5), ajoutant que la douloureuse « pourrait même monter jusqu'à 40 milliards ». Quant à la mise en service du site, initialement prévue pour 2035-2040, elle est désormais repoussée à 2050.

Traduction, si l'on applique le modèle de l'EPR : pas de mise en route avant deux ou trois siècles, et une facture qui dépassera les 200 milliards !

DU JAMAIS-VU dans le monde de l'enseignement musical : les pianistes accompagnateurs des conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse (CNSMD) de Paris et de Lyon entament leur quatrième mois de grève (« Le Canard », 19/2 et 12/3). Ils réclament toujours un temps de travail aligné sur celui de leurs collègues profs et des salaires à la hauteur de leur niveau d'études.

Actuellement, le salaire à l'embauche d'un accompagnateur est de 1 800 euros net. Et, comme la nouvelle grille mitonnée par le ministère de la Culture s'étend sur vingt-neuf ans, avec une reprise d'ancienneté partielle, le salaire en fin de carrière (2 850 euros net) est tout simplement... hors de portée.

Le CNSMD de Paris a pourtant été classé 3^e meilleur établissement mondial d'enseignement dans le domaine des arts et des spectacles.

Et dernier en matière de paies ?

UNE MANIFESTATION ANTIFASCISTE INTERDITE



L'ENTREPRISE allemande Rheinmetall est devenue le plus important fabricant d'obus du monde occidental, nous apprennent « Les Echos » (7/5). Depuis la guerre en Ukraine, « [son] carnet de commandes est passé de 24,5 milliards d'euros à 55 milliards ». La boîte s'occupe aussi de changer son image, l'industrie de l'armement n'étant pas la plus appréciée outre-Rhin : « Il y a quelques années, certains employés étaient qualifiés de meurtriers et les véhicules portant le logo Rheinmetall étaient rayés. » Pour arriver à ses fins, la société est devenue l'un des sponsors de l'équipe du Borussia Dortmund.

D'où l'expression footballistique « tirer des boulets de canon » ?

DARMANIN RÉINSTATE LES PEINES PLANCHERS



Parole à la défonce

EMMANUEL MACRON, le nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz, et le Premier ministre britannique, Keir Starmer, surpris en train de sniffer de la cocaïne dans le train du retour, après avoir rencontré Zelensky à Kiev ! A ce « scoop » apparu sur les réseaux sociaux le 11 mai, l'Elysée a jugé bon d'apporter un démenti.

Sur des images filmées par l'AFP, on voit les trois dirigeants s'asseoir autour d'une table. Le président français ramasse un objet blanc – un mouchoir en papier – et le met fissa dans sa poche. Il n'en fallait pas plus pour que des centaines de complotistes y voient Macron faire disparaître un sachet de drogue. L'info s'est répandue comme une traînée de poudre (blanche).

Le pedigree des premiers colporteurs mérite le détour. On trouve parmi eux Simon Goddek, un médecin états-

unien parti vivre en autonomie dans la jungle brésilienne lors du Covid, qui affirmait en septembre dernier que Giorgia Meloni et Elon Musk entretenaient une relation secrète. Et, surtout, Alex Jones, un Texan animateur de radio légèrement à droite de Gengis Khan, qui propage des théories du complot au sujet du 11-Septembre et conteste l'efficacité des vaccins, l'existence du Covid ou le réchauffement climatique. Il gagne des millions de dollars en vendant des tee-shirts et des compléments alimentaires à ses 4,4 millions d'abonnés sur X.

Chez nous, des habitués de la rigueur, comme Gilbert Collard, Florian Philippot ou Nicolas Dupont-Aignan, ont illico propagé cette fake news en le reprenant sur leurs comptes personnels. Joint par « Le Canard », Dupont-Aignan confirme avoir relayé l'info mais n'a « aucun regret ». Sniff !

D. R.

Un conflit 100 % Cachemire

C'EST qu'il va l'obtenir, son prix Nobel de la paix ! A l'entendre, Donald Trump a arraché, le 10 mai, l'accord de cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan. Cela après quatre jours d'une extrême violence, avec attaques de drones, d'avions de chasse, tirs de missiles et de mortiers dans la région frontalière et himalayenne du Jammu-et-Cachemire. A l'origine : l'assassinat par des terroristes de 26 touristes indiens le 22 avril. En réalité, ce sont les belligérants, tous deux des puissances nucléaires, qui ont négocié la trêve. Sans garantie, toutefois.

En effet, la région, rappelle le politologue Christophe Jaffrelot à « Libération » (12/5), a connu trois guerres depuis l'indépendance des deux voisins, en 1947. A majorité musulmane, contrôlée aux deux tiers par l'Inde, elle est revendiquée par les deux pays et, selon l'ONU, devrait choisir son destin par référendum. Lequel n'a jamais eu lieu car, poursuit le chercheur, « les Indiens disent qu'il faut que les Pakistanais se retirent pour l'organiser, et les Pakistanais veulent un référendum avant de se retirer ».

Il faut dire que les Britanniques, précédemment maîtres des lieux, ont accompli la pire des décolonisations : la fuite non préparée, précipitée, qui a laissé deux peuples enne-

mis face à face. Aujourd'hui, le Premier ministre indien, l'ultranationaliste Narendra Modi, rêve de vider le territoire de ses habitants musulmans et favorise le rachat des terres par les hindous. Tandis qu'en face Islamabad semble favoriser, voire financer, des actions terroristes.

Pas toutes, mais certaines ressemblances avec une guerre proche-orientale ne relèvent pas de la pure coïncidence.

J.-F. J.

Un Léon à réaction

L'« HABEMUS PAPAM » était à peine prononcé, le 8 mai, que la presse – de « Libé » au « Figaro » – s'enthousiasmait pour ce Léon XIV qui se plaçait « dans les pas de François ». C'était peut-être aller un poil trop vite, comme en témoignent les premiers actes et discours du nouveau souverain pontife.

Autant le précédent saint-père dédaignait ouvertement la pompe et les « dentelles de nos grands-mères », toujours prisées par de nombreux prélats, autant son successeur s'est placé sous le signe de la tradition. Pour sa première apparition au balcon, il a ainsi revêtu la moquette, cette courte cape rouge remise au placard depuis la démission de Benoît XVI, et a abondamment usé du latin. Des détails qui ont réjoui les milieux traditionalistes. De même, Léon l'Américain devrait bientôt emménager dans les prestigieux appartements pontificaux, alors que François avait choisi de loger dans la plus modeste résidence Sainte-Marthe.

Les premiers discours de Léon XIV et les déclarations passées du cardinal Prevost semblent

Ah, le joli printemps nazi !

LE NAZISME est à fleur d'écrans, ces temps-ci. Et pas seulement aux Etats-Unis, où Elon Musk a le bras tendu facile. Le 8 mai, Alain Jakubowicz, avocat et président d'honneur de la Licra, compare Mélenchon à Goebbels, ministre de la Propagande de Hitler, sur BFMTV. Une comparaison un brin discourtoise pour le dignitaire Insoumis. Histoire de compléter le tableau, Jakubowicz qualifie LFI de « parti fasciste ». Mélenchon a porté plainte. Pour une fois qu'il peut jouer les victimes...

Deux jours plus tard, Thierry Ardisson, invité de France 2, assène, sûr de lui et dominant : « [Gaza], c'est Auschwitz, voilà, c'est tout ce qu'il y a à dire. » « Aucune critique d'Israël ne justifie de la nazif. », ont justement réagi la Licra et le Crif. L'animateur s'est excusé auprès de « [s]es amis juifs ».

Signe des temps, tout, aujourd'hui, ramène très vite au nazisme, à Hitler et à la Shoah, souvent citée par ceux qui veulent la retourner contre ses victimes. Les comparaisons outrancières et les confusions abondent, mais, derrière la pauvreté du débat, résonnent de vrais bruits de bottes. Dans « Le Monde » (3/5), sur

deux pages, deux historiens réputés débattent très sérieusement de la question « Le trumpisme est-il un fascisme ? ».

A Paris, le 10 mai, un millier de jeunes néonazis, nostalgiques du « Reich de mille ans », ont défilé en colonne au rythme de tambours qui étaient la copie conforme de ceux utilisés par les Jeunesses hitlériennes, souvent le visage masqué, tout de noir vêtu, dans les rues du VI^e arrondissement, sous la protection de la police nationale. Un rassemblement interdit par le préfet, tout comme une contre-manifestation de gauche, mais autorisée par le tribunal administratif.

« Libération » (12/5) les a filmés dans une cour d'immeuble alors qu'ils rendaient hommage à un militant pétainiste de l'Œuvre française mort après une chute accidentelle, en 1994, alors qu'il tentait d'échapper à la police. Certains portent une croix gammée tatouée sur le bras, que plusieurs tendent bien droit. En plein Paris, deux jours après les commémorations du 8-Mai, le nazisme nous salue bien. Treize personnes ont été interpellées... toutes des contre-manifestantes de gauche.

J.-M. Th.

Croix gammées à tour de bras

Trump : 1 milliard par mois

DEPUIS le retour de Trump à la Maison-Blanche, son business familial tourne à plein régime. A l'occasion de la tournée du président américain dans le Golfe, « Le Monde » (13/5), reprenant notamment une enquête du « New York Times » (5/5), fait le point sur ces conflits d'intérêts.

Sur le papier, Trump ne gère rien directement, mais ses deux fils Donald Jr, 47 ans, et Eric, 41 ans, agissent en fondés de pouvoir. En septembre 2024, ils ont créé une entreprise de cryptomonnaies, World Liberty Financial (WLF), avec Zach et Alex Wittkof, les deux fils de l'envoyé spécial du Pré-

sident, Steve Wittkof, autre ancien magnat de l'immobilier.

Or, lors d'un raout (payant) d'investisseurs organisé à Dubai les 30 avril et 1^{er} mai, Eric Trump et Zach Wittkof ont annoncé que MGX, le fonds souverain d'Abu Dhabi, allait investir 2 milliards de dollars dans une cryptomonnaie créée par WLF.

« L'arnaque aux cryptomonnaies de Trump est le plus grand scandale de l'histoire de la présidence américaine », a tempêté le sénateur démocrate Chris Murphy.

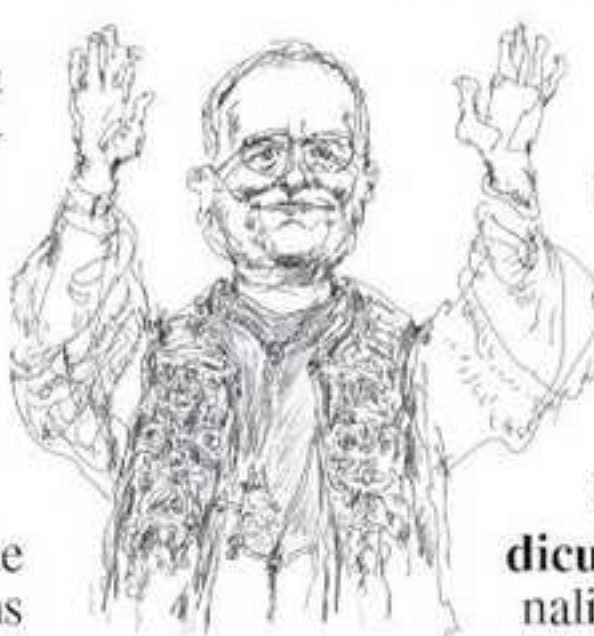
En Arabie saoudite, la firme à capitaux saoudiens Dar-Global et la Trump Organization ont annoncé, le même 30 avril, un projet de tour de 80 étages à 1 milliard de dollars à Dubai. Le lendemain, Eric Trump communiquait sur un investissement de luxe à Djeddah et sur un projet de golf avec villas au Qatar... En guise de cadeau de bienvenue, la famille de l'émir du Qatar s'appête à offrir à Trump un Boeing 747 aménagé avec luxe.

Mais la Maison-Blanche n'y trouve rien à redire. Son attachée de presse, Anna Kelly, a expliqué au « New York Times » : « Les actifs du Président sont détenus dans une fiducie gérée par ses enfants. Il n'y a aucun conflit d'intérêts. »

Et sa porte-parole, Karoline Leavitt, a pris la mouche, le 9 mai, jugeant « ridicule » que les journalistes soupçonnent Trump d'« agir pour son propre profit » : « C'est un président qui a en réalité perdu de l'argent en étant président. »

Pas tout à fait l'analyse de CNN, qui a calculé que, au cours du dernier trimestre, le Président avait empoché « 1 milliard de dollars par mois »...

D. F.



H. L.

Erdogan, pacha perché

LE Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé kurde, considéré comme terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis, annonce qu'il dépose les armes, après plus de quarante années d'une guérilla contre Ankara menée principalement dans le sud-est de la Turquie et le nord de l'Irak.

Cette nouvelle-choc intervient deux mois après l'appel lancé par son dirigeant historique, Abdullah Öcalan, embastillé depuis vingt-six ans sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (« Le Monde », 13/5). Selon diverses estima-

tions, le conflit intérieur a provoqué la mort de 40 000 personnes, dont une majorité de Kurdes, sans compter des millions de déplacés. Le parti au pouvoir, l'AKP d'Erdogan, a salué « une étape importante vers l'objectif d'une Turquie débarrassée du terrorisme ». Mais pas d'un régime théocratique qui traque ses opposants...

Le caractère historique du cessez-le-feu immédiat avec les forces turques masque le flou de l'accord. A qui les armes seront-elles remises ? Que risquent les combattants désarmés, sachant que

le pouvoir destitue à tour de bras les maires ? Neuf élus du parti prokurde DEM et deux du principal parti d'opposition, le CHP, ont été écartés après les élections locales de mars 2024. Depuis 2016, 41 maires de localités kurdes ont été démis de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs désignés par les autorités.

Avec cette divine nouvelle, c'est sûr, la tête du Sultan – également à la manœuvre dans les pourparlers russo-ukrainiens – ne passera plus la Sublime Porte.

J.-L. L. T.

DÉBATS SUR L'AIDE À MOURIR



VITE DiT !

MARLENE Engelhorn, 33 ans, descendante du fondateur de la boîte de chimie et de pharmacie allemande BASF, a hérité de près de 27 millions d'euros à la mort de sa grand-mère, en 2022 (« Le Monde », 8/5). Ce qui ne l'empêche pas de se montrer très virulente envers les ultrariches, qui, selon elle, « se pensent plus compétents que le reste de la population ». Et de joindre la parole aux actes, puisqu'elle a reversé 92 % de son héritage à des associations, et non à des fondations philanthropiques, qui « permet[te]nt aux riches de s'acheter une bonne image, tout en continuant de ne pas payer les impôts finançant les services publics ».

Et bim ! une jolie BASF à la figure de ses copains milliardaires !

AIDE À MOURIR : C'EST FACILE !

DEVENEZ GAZAOU !



L'HÔTEL Château Frontenac, proche des Champs-Élysées, a beau être un quatre-étoiles, il ne dispose pas d'accès pour les handicapés. Il a pourtant été choisi pour accueillir une réunion de travail sur le sport inclusif ! Bonne pioche : le directeur d'une association invitée à cette occasion, Jérôme Rousseau, en fauteuil roulant, a dû poireauter plus d'une heure devant l'entrée (« Le Parisien », 9/5) : « On m'a très vite fait comprendre qu'il n'y avait pas de rampe. J'ai demandé s'ils pouvaient aller en chercher une dans les bars à côté. Mais personne n'a bougé. Les organisateurs de l'événement étaient très mal à l'aise. » Comble du mépris, « on ne lui a même pas offert un café ou un diner », déplore un témoin.

Voilà un hôtel qui se retrouve sous les feux de la rampe !

E. S.

Le moment pour s'abonner

L'actualité ne manque pas, vous l'aurez constaté, et c'est une très bonne raison d'en profiter pour vous abonner au « Canard enchainé ».

Choisissez la formule que vous préférez

L'abonnement 100 % numérique à partir de 4,90 € par mois.

L'abonnement papier à partir de 5,70 € par mois.

L'abonnement papier + numérique à partir de 7 € par mois.

L'actualité du moment, c'est aussi le moment de s'abonner.



<https://qrco.de/canard-abo>